

CAHIER D'HISTOIRE DE LA RADIODIFFUSION
N° 122 (REGARDS SUR LE JOURNALISME RADIOPHONIQUE)
Octobre – Décembre 2014

EXTRAIT 2 (pp. 18-73)

LES ETAPES DE L'INFORMATION
RADIOPHONIQUE

JEAN-JACQUES LEDOS

(AVEC LA COLLABORATION DE GUY BERNEDE ET RENE DUVAL)

ETATS-UNIS

La téléphonie dans fil (TSF) – que nous appelons radiodiffusion – a trouvé sa place dans la passion de amateurs qui ont expérimenté à partir de 1906 la transmission de la parole par les ondes. En l'absence de réglementation, de nombreux radio-amateurs s'engageront dans ce nouvel espace de communication au cours des années suivantes.

En 1909, Charles D. Herrold, un professeur d'école technique, à San Jose (Calif.), entraînait ses élèves à la nouvelle pratique en diffusant de la musique enregistrée et de brefs bulletins d'information. Quelques années plus tard, Harold J. Powers, élève d'un collège proche de Boston, créera avec le soutien de John P. Morgan, une association pour la promotion de la Wireless Broadcasting (TSF), AMRAD – American Radio and Research Corporation –¹. Elle dispose, en 1915, d'un émetteur qui diffuse « music and news » à l'intention des navires en mer².

C'est par une exclusivité – un « scoop » -, diffusée dans l'instant, que l'information s'est installée dans la pratique radiophonique⁽³⁾. A Pittsburgh (Pennsylvanie), le Dr Frank Conrad, ingénieur de la compagnie Westinghouse Electric and Manufacturing Company expérimentait depuis 1912 la transmission de musique⁽⁴⁾. A l'occasion, des résultats sportifs étaient parfois communiqués. Le 2 novembre 1920 est une journée d'élection aux Etats-Unis au cours de laquelle les citoyens doivent désigner le futur président de l'Union. L'émetteur, autorisé sous

¹ L'homme d'affaire et banquier J. P. Morgan (1837-1913), ouvert à toute innovation avait soutenu les recherches et essais de Nikola Tesla, au début du XX^e siècle. Il était aussi un actionnaire important de la White Star Line, propriétaire du Titanic.

² Erik Barnouw : *A Tower in Babel. A History of Broadcasting in the United States of America*, pp. 35-36, Oxford University Press, New York, 1966.

³ Sur les expériences antérieures de radiophonie aux Etats-Unis, voir *Cahiers du CHR*, n° 118, pp.7sq.

⁴ Le disquaire qui fournit les enregistrements observe un accroissement de ses ventes. C'est une première observation de l'efficacité de la publicité radiophonique. Source : Gleason L. Archer : *History of Radio to 1926*, pp.199sq., The American Historical Society, Inc. New York, 1938.

l'indicatif KDKA, transmet, dès la proclamation des résultats, la victoire du Républicain Warren G. Harding⁽⁵⁾.

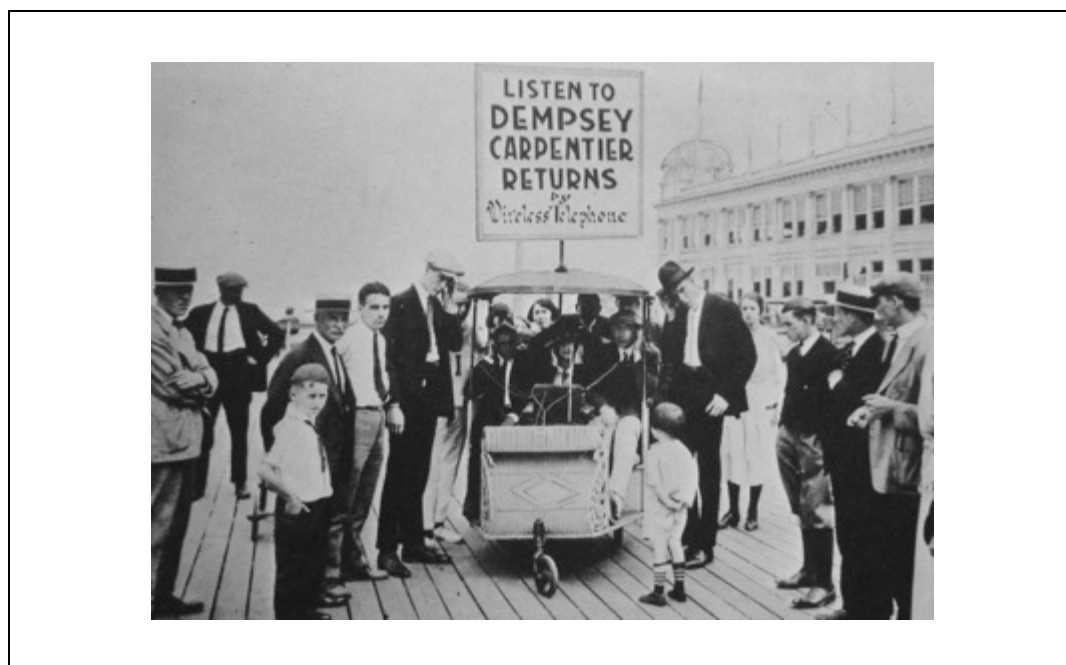
La station continuera de diffuser de la musique enregistrée et prévoit déjà la diffusion en direct d'orchestres. Le 2 janvier 1921, un service religieux est diffusé. Trois mois plus tard, KDKA transmet le déroulement d'un match de boxe à Pittsburgh : c'est le premier reportage radiodiffusé⁽⁶⁾.

D'autres journaux, inspirés par les divers essais de diffusion par les ondes, avaient déjà imaginé, de les utiliser pour transmettre une partie de leur contenu imprimé.

Dès lors, les initiatives s'emballent dans ce nouveau secteur d'activité. Les émetteurs de multiplient jusqu'à ce que les premiers usagers à l'écoute constatent le désordre qu'engendre la diffusion libre sur des fréquences équivalentes ou voisines. Les émetteurs se perturbent mutuellement mais l'attente d'un nouveau public est perçue.

L'actualité sportive, dont le résultat immédiat est attendu par les amateurs, s'impose rapidement dans les programmes. Le 11 avril 1921, KDKA diffuse un match de boxe à Pittsburgh et, en août une rencontre de Coupe Davis⁷.

Le 2 juillet, KDKA diffuse le championnat mondial de boxe (catégorie poids lourds) qui oppose, à Jersey City, Georges Carpentier et Jack Dempsey, challenger titulaire et vainqueur au quatrième round. L'information générale est présente dans un temps d'antenne quotidien limité.



⁵ Erik Barnouw : *A Tower in Babel. A History of Broadcasting in the United States of America*, op. cit., pp. 63sq.

⁶ Francis Chase Jr : *Sound and Fury. An informal History of Broadcasting*. Harper & Brothers Publishers, New York and London, 1942.

⁷ Gleason L. Archer : *History of Radio to 1926*, The American Historical Society, Inc., New York, 1938.

De nombreux titres de la presse écrite devinent l'impact de ce nouveau moyen de communication : le *Journal* d'Atlanta, le *Courier-Journal* de Louisville, le *Chicago Tribune*, le *Chicago Daily News*, le *Dallas News*, le *Kansas City Star* partagent des longueurs d'ondes dans la courtoisie provisoire du time-sharing⁽⁸⁾. Plus de mille stations sont recensées en 1923. Au risque d'interférences qui rendent inaudibles beaucoup d'entre elles⁽⁹⁾.

Le *Daily News* de Norfolk (Nebraska) (à partir du 26 juillet 1922), Le *New York Tribune* (WJZ, 1923, February), la station KOIN (Portland, Oregon, 1925) diffusent un programme quotidien de « Newspaper of the Air » que dénoncent les journaux qui n'ont pas encore pris place dans l'espace hertzien⁽¹⁰⁾.

L'information tente de s'installer durablement dans les programmes. Les directeurs de quotidiens qui s'engagent dans l'aventure de la diffusion par les ondes font lire au micro des informations locales. Le bulletin mensuel du département du Commerce relève, à la fin de 1922, que soixante neuf journaux diffusent des informations par radio⁽¹¹⁾.

Le premier amendement sur la liberté de la presse et de la parole, (adopté le 15 décembre 1791⁽¹²⁾), à la Constitution des Etats-Unis (25 septembre 1789), interdit toute censure ou contrôle de l'information¹³.

La liberté d'entreprendre confirme ces dispositions que la concurrence commerciale encourage. La publication de la vérité recherchée s'épanouit dans le journalisme d'investigation dont la révélation du Watergate est l'emblème⁰¹⁴.

A l'origine, la transmission radiophonique est d'abord appréciée comme vecteur publicitaire au profit des journaux imprimés.

On mentionne une première émission de commentaires hebdomadaires de l'actualité sur la station WEAJ (New York, RCA-NBC), en octobre 1923⁽¹⁵⁾.

⁸ Francis Chase Jr. : *Ibid.*
Sammy R. Danna : « The Rise of Radio News », *Freedom of Information Report Center* No 211, pp. 1-7, School of Journalism, University of Missouri at Columbia, November 1968.

⁹ Ce désordre suscitera les conférences nationales puis internationales qui auront à établir les règles de bonne conduite dans l'éther. « *Le liberté opprime, la loi libère* » disait Lacordaire.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Sammy R. Danna : « The Rise of Radio News » in *Freedom of Information Center Report* No 211. School of Journalism, University of Missouri at Columbia, November 1968. Cité in L. W. Lichty and M. C. Topping : *A Source Book on the History of Radio and Television*. Hastings House, New York, 1975.

¹² « *Le Congrès ne fera aucune loi qui ne respecte pas l'établissement d'une religion, ou qui interdise son libre exercice ; ou qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse....* »

¹³ Elle s'affirmera toutefois à l'égard des productions cinématographiques dans lesquelles le fameux code Hays interdisait les images contraires à la morale.

¹⁴ Voir de Marie-France Toinet : « La liberté de la presse aux Etats-Unis. Des documents du Pentagone au scandale du Watergate », *Revue française de science politique*, vol. 23, n° 5, pp. 1020-1045, 1973.

¹⁵ Source : Christopher H. Sterling & John Michael Kittross : *Stay Tuned. A History of American Broadcasting*, pp. 86-87, Lawrence Erlbaum Associates Publishers, Mahwah, NJ, 2002.

Au cours des années suivantes, des programmes hebdomadaires de relecture de l'actualité (« round up ») comme *The Political Situation Tonight* (1928) enrichiront les programmes d'information⁽¹⁶⁾. Le plus célèbre de ces programmes *The March of Time*, produite par un pionnier de l'information radiophonique, Fred Smith, sera diffusée par CBS de 1931 à 1945⁽¹⁷⁾.

Les sponsors qui assurent le financement de la totalité des stations de radio souhaitent étendre leur contrôle au contenu des informations, allant, parfois, jusqu'à espérer un droit de veto sur les informations transmises⁽¹⁸⁾.

En 1929, lorsque William "Bill" Paley prend en charge la direction de CBS, l'information ne dispose que d'un créneau de quinze minutes dans une émission de variété matinale. Elle est alimentée par les dépêches d'agence et par l'emprunt aux quotidiens de la presse écrite. Le bref programme se termine souvent par la recommandation : « *Pour davantage de détails, reportez-vous à votre quotidien habituel !* »⁽¹⁹⁾ A moins que la diffusion en direct ne soit déjà l'occasion de créer l'événement. En avril 1930, une station de CBS dans l'Ohio avait choisi de diffuser un concert depuis une prison de l'Etat. Les prisonniers en profitèrent pour dénoncer le surpeuplement de l'établissement et déclenchèrent un incendie !⁽²⁰⁾

Le président des Etats-Unis, Herbert Hoover (1929-1933), s'était tenu à l'écart de la radio dont le maillage d'émetteurs s'est largement développé sur le territoire fédéral au cours de la décennie précédente. « *Les hommes de sa génération la considéraient avec mépris. Ses allocutions diffusées avaient été gauches, ampoulées, pédantes, écrites et prononcées dans un langage tristement officiel. Bien loin de l'humaniser, elles avaient confirmé l'impression d'un homme indifférent, investi d'une fonction lointaine.* »⁽²¹⁾

Son successeur, le démocrate Franklin Delano Roosevelt, utilisera la radio comme un moyen de contact direct avec l'auditoire dans ses fameux « Fireside chats » (Conversations au coin du feu) hebdomadaires. Ce n'est toutefois que l'une des actions de communication d'un président, soucieux d'être en syntonie avec son temps. Roosevelt « chouchoute » les journalistes, en particulier ceux de la radio, aux postes avancés de la modernité. « *...les membres de la presse écrite étaient parfois irrités de voir qu'il semblait rechercher la faveur des médias plus que la leur [...] Pourtant, le nouveau média excitait inévitablement l'intérêt pour le gouvernement.* »

¹⁶ Lawrence W. Lichty and Thomas W. Boon : Radio's March of Time », *Journalism Quarterly* vol. 51, No 3 (Autumn 1974). Cité in L. W. Lichty and M. C. Topping : *A Source Book on the History of Radio and Television*, op. cit.

¹⁷ *Ibid.* et < https://en.wikipedia.org/wiki/The_March_of_Time>.

¹⁸ Erik Barnouw : *The Golden Web. A History of Broadcasting in the United States*, vol. II, p. 17, Oxford University Press, New York, 1968.

Cf. aussi, Sally Bedell Smith : *In all his Glory. The Life of William S. Paley*, p. 17, Simon & Schuster, 1990.

¹⁹ Joseph E. Persico : *Edward R. Murrow, An American Original*, chap. 11, Bantam Doubleday Dell Publishing Group, Inc. New York, 1990.

²⁰ *Ibid.*

²¹ David Halberstam : *Le Pouvoir est là*, op. cit., p. 20.

La radio devient également un instrument de propagande électorale, de la retransmission des Conventions jusqu'à celle des résultats⁽²²⁾.

Depuis la fin des années 20, la télévision semble menacer la radio. Elle ne sera toutefois une concurrente qu'après la Deuxième Guerre sans d'ailleurs réduire l'auditoire de la radio dont la portabilité des récepteurs équipés de transistors favorise l'utilisation immédiate.

Les longs programmes d'information personnalisés par les « anchormen » (ou, plus tard « anchorwomen ») fidéliseront ensuite des audiences importantes sur les grands réseaux nationaux, NBC, CBS, ABC, Mutual, sur le modèle de *The March of Time*.

Les journalistes et leurs éditeurs semblent avoir toujours joui de la liberté d'informer selon une diversité d'opinion que favorise la concurrence entre entreprises commerciales. Ils devront toutefois conquérir leur place dans les lieux officiels. En 1938, les professionnels de la radio ne sont pas encore admis dans les tribunes de la Chambre des représentants et du Sénat⁽²³⁾.

La radio accompagnera la progression des armées américaines au cours de leur action dans la libération de l'Europe. Des programmes diffusés dans les aires libérées tant au profit des troupes que des populations sont aussi des opérations de propagande. Si *Voice of America* et, plus tard, *Radio Free Europe* ou *Radio Liberty* sont des stations expressément justifiées par un souci américain de propagande à l'égard des pays de l'Est européen sous contrainte de l'URSS, l'émetteur RIAS Berlin (Radio in American Sector), « A free voice in a free world », créé par les forces d'occupation américaine dans l'un des secteurs de l'ancienne capitale, est destiné aux auditeurs allemands. Son personnel est allemand. Il diffusera de 1948 à 1993 des programmes allemands. Il entretient un orchestre symphonique réputé le RIAS Symphonie Orchester. Les programmes d'information sont soutenus par une subvention américaine de \$ 300,000 (en 1961²⁴) mais surveillés par l'agence United States Information Agency (USIA).

Aux Etats-Unis, la liberté d'expression peut être un des moyens de la concurrence que se livrent, après la fin de la guerre mondiale, les grands réseaux, mais de télévision. Au-delà de l'exercice quotidien obligé du « scoop », la personnalité et la liberté de ton des animateurs de certaines grandes émissions comme *60 minutes* (CBS), *Dateline* (NBC). L'image des événements y est moins présente que celle de l'animateur des débats.

Au début des années 1950, la commission des activités anti-américaines animée par le sénateur Joseph MacCarthy a tenté de réduire au silence les journalistes professionnels, seulement soucieux d'informer mais suspects, dans une période de chasse aux sorcières, de sympathies envers l'idéologie communiste. Un film, *Good Night and Good Luck*, a rappelé le combat d'Ed

²² Christopher H. Sterling & John Michael Kittross : *Stay Tuned. A History of American Broadcasting*, op. cit..

²³ Francis Chase Jr : *Sound and Fury*, op. cit. p. 131

²⁴ *New York Times*, 1961, 7 October.

Ces diverses stations sont aux avant-postes du monde atlantique face au bloc de l'Est communiste. Elles sont également des instruments de promotion du modèle américain.

Voir Yves Eudes : *La conquête des esprits. L'appareil d'exportation culturelle américain*. Editions François Maspéro, 1982.

Murrow, soutenu par la direction de CBS, pour dénoncer les manipulations du sénateur du Wisconsin⁽²⁵⁾.

RUSSIE SOVIETIQUE

Les bolcheviques, peu assurés de recueillir l'adhésion populaire, imposent après 1917 une propagande dont la radio, par sa propriété de diffusion de masse disponible à tous dans l'espace, sera l'un des instruments privilégiés de l'Agit-Prop⁽²⁶⁾. Le 10 février 1918, un décret institue le monopole de l'Etat sur les imprimeries et sur la radiodiffusion... à créer. Lénine demande la création d'un « Radio-laboratoire » à Nijni-Novgorod afin d'étudier les conditions d'établissements, sur le territoire de l'Union, d'un réseau d'émetteurs. Une première station émet à Moscou en août 1922. Avec une puissance record pour l'époque (12 kW), elle diffuse sur les grandes ondes (3200m) des concerts à partir du mois de septembre suivant. L'exploitation deviendra régulière à partir de 1924. Nijni-Novgorod, Kazan et Petrograd, Kiev, Minsk, Rostov-sur-le-Don constituent, à partir de 1925, les premières étapes d'une couverture de l'Union. Toutefois, le sous-équipement en récepteurs limite l'efficacité des messages transmis. Pour établir la communication officielle, la décision est prise, en juin 1921, de distribuer les programmes radiophoniques, par câble, à des abonnés, mais aussi, par diffusion câblée reproduite par des haut-parleurs dans les espaces publics : sites urbains, hôtels ou compartiments de trains⁽²⁷⁾. C'était une réponse tant à la pénurie de récepteurs qu'à la volonté de contrôler et d'assurer la circulation des informations officielles. Après la dissolution d'une société, *Radioperedatcha* dont les actions sont détenues par les syndicats et les représentants de l'instruction publique, l'exploitation de la radio est transférée, en 1933, au commissariat des Postes et télégraphes au sein duquel est créé un « Comité pour la radio ». Cette structure a la responsabilité de la programmation et, en particulier celle des émissions d'une information sous contrôle étroit des instances du Comité central du Parti communiste⁽²⁸⁾. Devenu « Gosteleradio » dans les années 50, le Comité sera rattaché, en 1962, au Conseil des Ministres qui nomme le président, quatre vice-présidents et douze membres. La compétence de ce comité d'Etat s'étend à l'ensemble de l'Union pour la programmation,

²⁵ Film de et avec George Clooney (2005).

Voir aussi :

• Joseph E. Persico : *Edward R. Murrow, An American Original*, Bantam Doubleday Dell Publishing Group, ISBN 0-440-50301-9.

• Sally Bedell Smith : *In all his Glory. The Life of William S. Paley, the legendary Tycoon and his brilliant circle*, Simon and Schuster, ISBN 0-671-61735-4

²⁶ Propagande et agitation. Muriel Favre (*op. cit.*) rappelle les définitions d'usage : « *La première consistait en un travail logique et détaillé de divulgation d'un matériau complexe auprès d'un petit nombre de personnes, la seconde dispensait aux masses, par des procédés variés, un savoir élémentaire.* » Cette méthodologie se retrouve dans les textes doctrinaires nazis disponibles sur le site <www.calvin.edu> : « *German Propaganda Archive Calvin* ».

²⁷ *Pravda*, 6 mai 1955. Une source soviétique reprise, en 1958, par les *Cahiers d'études de Radio-Télévision* (n° 19) donne, pour 1957, le chiffre de 24 789 539 haut-parleurs.

²⁸ Alex Inkeles : *L'opinion publique en Russie soviétique. Une étude sur la persuasion des masses*, Les Iles d'Or, Paris, 1956.

Jean-Jacques Ledos : « La Radio en URSS », *GAVROCHE*, n° 61, Evreux, janvier-février 1992).

l'équipement et la planification des réseaux nationaux de radio et de télévision ainsi qu'à la radio destinée à l'audience étrangère : *Radio Komintern* est lancée en 1927.

Le fonctionnement et la programmation sont assurés par une administration centrale subdivisée en secteurs: agit-prop, informations, culture, éducation, musique, émissions pour les enfants.

L'ambition d'assurer la promotion des esprits par une politique culturelle qu'on qualifierait aujourd'hui de « multimédiatique » se bloque lorsqu'il s'agit d'entretenir la ferveur idéologique. L'information est une affaire trop sérieuse dans un système totalitaire pour que l'initiative en soit laissée aux journalistes. Le pouvoir est alors absolu et aveugle mais la peur de l'autre peut justifier la crispation.

Le secteur de l'information constitue le support principal de la propagande. Les moyens hertziens lui apportent l'instantanéité et l'effet de masse. « *La radio soviétique n'est pas seulement un moyen d'information rapide et sûr, mais aussi un puissant moyen de développement des travailleurs. Elle porte aux masses les paroles inspirées de la vérité bolchevique, aide le peuple dans sa lutte pour la victoire totale du communisme dans notre pays, l'exhorte à des actes héroïques au nom du renforcement de la puissance, de la prospérité économique et culturelle de l'U.R.S.S.* » En 1971, un document d'organisation rappelle que la propagande constante en faveur « *du marxisme-léninisme et de l'héritage léniniste est l'obligation première de la radiodiffusion et de la télévision soviétiques.* » En fait, le système soviétique a développé et surtout perfectionné, au titre de la propagande, un gigantesque système de désinformation dans lequel l'autocensure rend la censure inutile et où le non-dit a plus d'effet que le mensonge.

L'ensemble des émissions d'information appartient au secteur politique étroitement contrôlé, qu'il s'agisse des nouvelles, de commentaires, de la composition des revues de presse, surtout lorsque les sources sont étrangères. Dépourvus de commentaires, les bulletins d'information pourraient être proposés comme modèles d'objectivité si la sélection n'imposait déjà un éclairage. La célébration répétée des exploits « stakhanovistes », par exemple, entretient l'enthousiasme productiviste. L'omission est l'instrument essentiel de la désinformation mais les pays communistes n'en étaient pas les seuls praticiens. En outre, la source unique des informations limite le champ des commentaires. Les émissions d'information n'en occupent pas moins une place importante dans les programmes : huit bulletins sont diffusés chaque jour. Leur durée est de quinze minutes, dans la journée, de 20 à 45 minutes, le soir. On ne saurait ignorer que le choix des interlocuteurs, admis à s'exprimer en direct sur l'antenne, tout comme la sélection des lettres des auditeurs, en URSS comme ailleurs, limite la spontanéité des interventions mais le choix des sujets mis en discussion a aussi évolué à la radio soviétique. Le rôle des collectifs des travailleurs dans les entreprises a laissé place à des questions sur la réforme de l'enseignement, la discussion de la loi sur les entreprises d'Etat, la construction de logements. La pratique des « duplex » s'est développée, entre les républiques fédérées d'abord, mais aussi avec les pays étrangers, plus ou

moins amis comme les démocraties populaires, plus ou moins ennemis, comme tout le reste du monde. Il est vrai que si la diffusion en direct n'est pas établie, le ciseau du monteur peut arranger bien de choses !

Dans les dernières années de l'Union soviétique, la « Perestroïka » a introduit le débat dans les magazines.

DE LA BRITISH BROADCASTING COMPANY À LA BRITISH BROADCASTING CORPORATION

Au Royaume-Uni, quelques jours après l'inauguration de la première BBC – British Broadcasting *Company* –, le 14 novembre 1922 (sur l'émetteur 2LO du groupe Marconi), le directeur des programmes de la jeune station, Arthur Burrows, a lu au micro quelques dépêches d'agences (Reuter, Exchange Telegraph, Central News).

C'est une journée d'élections dans le Royaume-Uni. La radio londonienne en a diffusé les résultats, comme KDKA deux ans plus tôt, quelques heures avant les journaux⁽²⁹⁾.

La BBC a été créée comme société privée mais le Post Office (ministère des postes et télécommunications) impose sa présence dans le cahier des charges de la *Company* où la demande d'informations d'actualité est perçue comme une attente à laquelle a répondu la « première » du 14 novembre 1922. Un programme radiophonique d'information prend le nom de *General News Bulletin*. Il est diffusé le matin à 6h00 (6.00 AM) et le soir à 21h00 (9.00 PM) et comporte un bulletin météo. Un an plus tard, *Radio Times* fait apparaître deux quarts d'heure attribués à l'information sur l'ensemble du réseau, de 7h à 7h15 AM et de 9h à 9h15 PM³⁰.

La demande d'information du public par les ondes est perçue. L'indomptable directeur général, John Reith, revendique l'objectivité dans l'exposé des faits qu'aucun éclairage éditorialisé ne doit troubler⁽³¹⁾.

L'initiative de la BBC a suscité d'une part, la crainte d'une dangereuse concurrence exprimée par les représentants de la presse imprimée, menacée par l'instantanéité de la transmission des nouvelles et, d'autre part, celle du Post Office (équivalent d'un ministère) qui invoque la responsabilité des diffuseurs tentés d'user de la liberté de tout dire⁽³²⁾.

²⁹ *The Times*, Nov. 15, 1922.

Asa Briggs : *The History of Broadcasting in the United Kingdom*, vol. I, The Birth of Broadcasting, p. 140, Oxford University Press, 1961.

³⁰ La BBC a accepté de ne pas diffuser d'informations avant que les éditions de la presse écrite n'aient été publiées.

³¹ Voir le très important article « *Making the crystal set a newspaper. Report of the events as they happen. Large aims of the BBC. Broadcasting evidence Committee. Company asks for a greater freedom* » in *The Manchester Guardian*, 1925, December, 4.

³² Asa Briggs : *op. cit.*, passim et, en particulier, p. 130.

Dès 1922, le directeur général John Reith a affirmé un souci d'impartialité dans le respect des diverses composantes de la société anglaise. La radio doit être : « *un gardien sûr de la conscience nationale* » et s'installer « *en arbitre, au-delà des débats de toutes les factions politiques et sociales.* »⁽³³⁾ Les contestations venues du parti conservateur (Tories), du parti Liberal ou du Parti travailliste (Labour), qui n'excluent pas certaines pressions se sont, jusqu'à nos jours, heurtées à la volonté d'indépendance de l'institution⁽³⁴⁾.

Une commission – Sykes Committee – réunit en 1923 les représentants des institutions concernées : membres du Parlement, représentants des propriétaires de journaux, du Post Office (ministère des postes) et John Reith, directeur général de la *Company*. Deux sujets principaux sont au centre des débats, le monopole et la censure (censorship) dont l'opportunité est posée et contestée. Les représentants de l'entreprise privée sont opposés au monopole sous-entendu du pouvoir politique que représente le Post Office, hostile à la diffusion de programmes moralement répréhensibles et d'informations dont la communication en direct est implicitement tenue pour indésirable. Les propriétaires d'organes de presse imprimée redoutent la concurrence de l'information radiophonique qui peut être transmise dans l'instant (« live »). En 1924, le Post Office n'autorise encore que la lecture des informations fournies par les agences de presse agréées.⁽³⁵⁾ Les commentaires personnalisés sur les événements doivent être proscrits⁽³⁶⁾. Un premier débat politique sur les dangers du communisme international est toutefois organisé en mars³⁷.

³³ Tom Burns : *The BBC. Public Institution and Private World*, p. 155 et plus généralement le chapitre 5 : « Press Freedom and Broadcasting Liberties », The MacMillan Press Ltd, ISBN 0-333-27040.

³⁴ Peter Ayton and Howard Tumber : « The rise and fall of perceived bias at the BBC » ; *Intermedias*, vol. 29, Nr 4, 2001, September.
Encyclopaedia of Radio 3-Volume Set. Edited by Christopher H. Sterling, Taylor & Francis, 2004.

³⁵ « Broadcasting of News : Extension of facilities being considered », *The Times*, p. 14, Jul. 2, 1924.

³⁶ *Ibid.*

« Warning of the Director General... Never again to commit so serious an "error of judgement" as to allow hunger marchers to vent their opinions in broadcast interviews... » Tom Burns : *The BBC. Public Institution and Private World*, *op. cit.*, p. 18.

³⁷ <<http://bbctimeline.appspot.com/tags/radiocommentary>>



Voiture de reportage (OB, Outside Broadcast, BBC, 1923)

Toutefois, dans une nation où les événements sportifs soulèvent la passion lorsqu'ils opposent des valeurs nationales, telles la compétition annuelle d'aviron, Oxford vs Cambridge, les programmeurs ne sauraient ignorer l'attente impatiente du public que la transmission en direct peut satisfaire.

Les premiers reportages d'événements sportifs en direct ne seront autorisés qu'en 1927 : en janvier, rencontre Angleterre-Galles de rugby depuis Twickenham, Arsenal vs Sheffield en football association, en avril, la compétition traditionnelle d'aviron Oxford-Cambridge, finale de la Coupe de football³⁸. Un autre grand événement national, le Derby d'Epsom, avait été retransmis le 1^{er} juin 1923.

La retransmission « live » de spectacles lyriques est également contestée par les directeurs de théâtres³⁹. Seule, la parole royale est admise. Le roi George V s'est exprimé au micro de la BBC, le 23 avril 1924, à l'occasion de l'inauguration de la British Empire Exhibition.

Une nouvelle commission – Crawford Committee – est réunie en 1925 afin de préciser l'avenir de la radio - *Future of Broadcasting* - : entreprise privée ou service public ?⁽⁴⁰⁾. Dans le domaine de l'information, c'est l'occasion de nouveaux débats entre les propriétaires de journaux imprimés et la BBC. Les premiers défendent à nouveau leur pré carré porté par les ressources publicitaires et dénoncent l'usage monopolistique de la diffusion radiophonique dont ils dénoncent la concurrence déloyale⁽⁴¹⁾.

³⁸ <<http://bbctimeline.appspot.com/tags/radiocommentary>>

³⁹ Le premier acte de *La flûte enchantée* de Mozart a été retransmis depuis Covent Garden le 8 janvier 1923. Asa Briggs : *op. cit.* pp., 251sq.

⁴⁰ B. Huc & F Simon : *Histoire et dessous de la Radio*, Editions de France, Paris, 1938.

⁴¹ « *Newspapers' reply to B.B.C. Ambition: evidence before inquiries...Case against Broad-casting News and Advertisements* », *The Manchester Guardian*, Dec 18, 1925;

La *BB Corporation*, naît comme institution publique le 1^{er} janvier 1927.

La grande grève de 1926 qui bloquera, cette année-là, de nombreuses activités au Royaume-Uni révèle, au prix d'un débat entre les diverses familles politiques ou religieuses, l'importance dans la vie de la nation d'une radio délivrant, au plus près de l'actualité, une information indépendante des pouvoirs. Pour suppléer la carence de la presse imprimée, la BBC diffuse, à partir du 4 mai, cinq bulletins d'information quotidiens. « *Le service rendu par les stations nationales, en fournissant heure par heure des informations [...] a convaincu le public anglais de l'utilité d'avoir un poste à la maison...*⁽⁴²⁾ ».

La BBC conquiert de nouveaux espaces de liberté d'information à partir de 1927. Avec prudence toutefois (« *Very cautiously...*⁽⁴³⁾ ») Des créneaux sont ménagés dans la journée, éventuellement assortis de commentaires, voire de témoignages. Des télésélecteurs d'agences (Exchange Telegraph ou Reuters) installés dans les locaux de la radio permettent aux journalistes d'effectuer leur propre choix. Dès 1927, la question technique du stockage des informations recueillies pour utilisation différée est posée. Le système d'enregistrement sur bande magnétique Blattnerphone est expérimenté en 1929⁽⁴⁴⁾.

En 1930, la BBC lance avec la coopération de l'agence Reuter le projet d'un service d'information sur les ondes courtes à destination de l'Empire (British Empire, colonies et Dominions). Le service *British Empire Service* sera inauguré le 19 décembre 1932⁴⁵. Trois bulletins quotidiens seront diffusés sur les ondes courtes de la station de Daventry⁴⁶.

La pratique de la démocratie en Grande-Bretagne n'est pas dictée par des réglementations. Pour divergents que soient les intérêts des éditeurs de presse et, par extension, ceux des diffuseurs hertziens, les représentants de l'opinion tentent dévaluer l'effet manipulateur d'une communication libre des événements⁽⁴⁷⁾. Un « gentlemen' agreement » établi entre les représentants du pouvoir, ceux des entreprises et l'institution radiophonique, laisse aux directeurs le soin de pratiquer une autocensure, si nécessaire⁽⁴⁸⁾. La méfiance de la diffusion « à chaud »,

⁴² Bella Webb : « Government and the Radio », *Radio News*, 1926, December.
Nick Robinson : « Battle for the airwaves (1), The battle for the BBC during the 1926 general strike » <www.bbc.co.uk/programmes/b01qw8ts>.

⁴³ Asa Briggs : *The BBC, The First Fifty Years*, pp. 116, Oxford University Press, 1985.

⁴⁴ Asa Briggs : *Ibid.*, p. 120.

Le système Blattnerphone est une application du projet d'enregistrement sur fil magnétique du Danois Valdemar Poulsen (1898). Développé au début des années 1920 par l'Allemand par Kurt Stille puis installé en Grande-Bretagne par Louis Blattner, il a été réalisé par le groupe Marconi. Il sera connu comme « Marconi Stille System » à partir de 1932. On peut en voir un modèle au Conservatoire national des Arts et métiers, à Paris.

⁴⁵ *The Manchester Guardian*, 1927, December 27.

Voir aussi : *Yorkshire Post and Leeds Intelligence*, 1930, December 3.

⁴⁶ Des essais avaient eu lieu sur l'émetteur Marconi en ondes courtes 5SW en novembre 1927. *BBC Yearbook 1935*.

⁴⁷ Tom Burns : *The BBC. Public Institution and Private World*, *op. cit.* pp. 19sq.

Les informations transmises sur la longue grève nationale de 1926 remettront en cause la tolérance qui avait été accordée à la seule lecture des événements au micro.

⁴⁸ Asa Briggs : *The History of Broadcasting in the United Kingdom*, *op. cit.*

sans contrôle, des événements (« breaking news ») sera tenace. La réglementation, exclue, sera toutefois mise en débat au début de la Deuxième Guerre mondiale au moment où la radiodiffusion apparaît comme une arme à la fois défensive et offensive⁽⁴⁹⁾. Le staff de la BBC (comme une partie de la classe politique) devra toutefois s'accommoder d'un ministère de l'Information (MOI), créé le 4 septembre 1939⁽⁵⁰⁾ et des limitations techniques de diffusion imposées par la Royal Air Force.

Après la progression fulgurante des armées du III^e Reich (Blitz) en Europe occidentale, la Grande-Bretagne accueille les émigrants des pays envahis et devient un sanctuaire avec la responsabilité de combattre avec ses moyens radiophoniques la propagande des vainqueurs du moment. La BBC multiplie les émissions en langues étrangères.. Une coordination de ces programmes a été créée dès avril 1940.

Un programme extérieur *Radio Newsreel* est diffusé à l'intention des territoires de l'Empire (*Empire News* devenu *Overseas News*)⁽⁵¹⁾.

La France libre, après l'appel du général de Gaulle diffusée en direct le 18 juin 1940, disposera un mois plus tard d'un programme à destination de la France occupée chaque soir à 20h15 : *L'émission de la France libre* (renommée à partir du 6 septembre suivant *Les Français parlent aux Français*) où les nécessités de l'époque révéleront de réels talents de journalistes et d'animateurs⁽⁵²⁾.

L'équipe « *que dirige Michel Saint-Denis [Jacques Duchesne] est indépendante de de Gaulle ; [...] elle relève du chef français de la BBC qui est de 1941 à 1944, une personnalité d'une sûreté de d'une probité intellectuelle remarquables, l'ancien correspondant du Morning Post à Paris, Darsie Gillie ; les émissions sont soumises à la censure britannique - qui se manifeste avant tout par un contrôle militaire de sécurité.*⁽⁵³⁾ » « *Le général de Gaulle avait obtenu, non sans grande difficulté, que les textes ne soient soumis à un aucun contrôle, ce*

Tom Burns : *The BBC, Public Institution and Private World*, op. cit, p. 18.

Brian P. D. Hannon (2008) : « Creating The Correspondent: How The BBC Reached The Frontline In The Second World War », *Historical Journal of Film, Radio and Television*, 28:2, 175-194, August 2008.

⁴⁹ Asa Briggs : *The BBC, The First Fifty Years*, op. cit., pp. 188sq..

⁵⁰ Tom Wildy : « From the MOI to the COI – Publicity and propaganda in Britain 1945-1951... » *Historical Journal Film Radio and Television* (IAMHIST) vol. 6, N 1, 1986.

⁵¹ *Ibid.*, pp. 226sq.

⁵² • *Cahiers du CHR*, n° 27, octobre-décembre 1990 ; n° 30, juillet-septembre 1991 ; n° 34, septembre-novembre 1992.

• *1940-1944 Pierre Bourdan vous parle*, préface de François Mitterrand, collection « Fantasia Poche Historique » n° 211, Magnard, 1990.

• Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Gallimard, 1996.

• Frank Bauer : *Les Français parlent aux Français. Pour perpétuer le souvenir historique de la radio de Londres, 1940-1945*, Les Amis de Radio Londres, association Pierre Bourdan-Maurice Schumann, 2001.

Aurélié Luneau : *Radio Londres, les voix de la liberté*. Perrin, 2005.

⁵³ Crémieux-Brilhac et Eck, op. cit. p. 62.

Asa Briggs écrit (in op. cit. pp. 189-190) : « *Ce n'est pas de Gaulle qui s'est adressé le premier à ses compatriotes le 18 juin 1940, mais le rédacteur en chef de la Section française, un journaliste d'une grande intelligence, de conviction assurée et très expérimenté, qui a rapidement choisi avec talent les bons collègues français...* »

qu'aurait souhaité Churchill. Les animateurs de *Les Français parlent aux Français* étaient sous contrat avec la BBC qui, ainsi, pouvait contrôler leurs interventions.⁽⁵⁴⁾»

Jacques Borel, Pierre Bourdan, Jean Marin, Jean Oberlé, le dessinateur Maurice Van Moppès s'y illustreront⁽⁵⁵⁾.

Le Premier ministre Clement Attlee supprime en décembre 1945 le ministère de l'Information ausuel est toutefois substitué un Département de l'Information.

Un nouveau réseau « Light Programme » a été lancé le 29 juillet 1945. Le « Third Programme » complètera le bouquet radiophonique de la BBC en septembre 1946, alors que la télévision, inaugurée en 1936, suspendue en septembre 1939, entame sa véritable carrière. A peine bousculée par le flot des radios « libéralisées », l'information délivrée par la BBC reste une référence nationale et internationale grâce au réseau *BBC World*, qui a succédé en 1965 au *BBC Overseas Service*, créé en 1939. [Voir infra : « Les informations radiophoniques à la BBC » par Christopher Todd.]



De g. à d. : Paul Boivin, Jacques Duchesne
Geneviève Brissot, Jean-Paul Granville

⁵⁴ Michel Amoudry : *Charles Bosson. Parlementaire de Haute-Savoie (1946-1986). Maire d'Annecy (1954-1975). Un humaniste en politique*, note 233, p. 96, Editions du Signe, 2014.

⁵⁵ Voir la liste complète des animateurs de *Les Français parlent aux Français* dans :
• Jean Marin : *Petit bois pour un grand feu*, pp. 275-276, Fayard, 1994.
Voir les souvenirs de Jean Oberlé dans *Jean Oberlé vous parle*, La Jeune Parque, 1945.

FRANCE

Le journal parlé a commencé...avant la radiodiffusion institutionnelle.

René Duval évoque dans son *Histoire de la radio en France*⁽⁵⁶⁾, les débuts souhaités d'un bulletin d'information par l'impatient Maurice Privat qui s'en attribue, à tort, l'antériorité en 1921.

La réponse à la demande d'information est d'abord utilitaire. Le ministre de l'agriculture, Henri Chéron, élu du département du Calvados propose à l'ONM (Office national de la météorologie) et au général Ferrié, qui dispose de l'autorité d'exploiter l'émetteur de la Tour Eiffel, la diffusion d'informations météorologiques « radiophonées [sic] ». Trois bulletins seront diffusés quotidiennement, à 4h50, 12h50 et 18h10.

« *Intéressées à leur tour, les chambres de commerce demandent au sous-secrétariat aux P.T.T. l'organisation régulière d'informations économiques et financières (cours de bourse, etc.)* »⁽⁵⁷⁾.

Obstiné, Maurice Privat tente en mai 1923 une expérience, qui nous apparaît comme une maquette, en organisant un journal parlé sous forme de lecture, non diffusée par une antenne publique, dans la salle des Sociétés savantes, rue Danton, à Paris, puis sous forme de spectacle payant au cabaret Le Perchoir, 43 rue du faubourg Montmartre⁽⁵⁸⁾.

Divers intervenants enchaînaient les sujets d'actualité et les reportages. Des numéros musicaux étaient intercalés.

Le...spectacle – une anticipation de ce que nous connaissons comme “infotainment” ? - est accueilli, en juillet, sur l'antenne de Paris-P.T.T. de la rue de Grenelle, dont l'audience est limitée à quelques « sans-filistes ». Privat, impavide, sollicite du président du Conseil, Raymond Poincaré, l'autorisation d'utiliser l'émetteur de la Tour et l'obtient. L'équipe de journalistes s'installe dans un local précaire au pied de la Tour Eiffel avant que le général Ferrié n'en interdise l'utilisation. Privat saura user de ses relations politiques pour contourner l'interdiction. Il a constitué un programme d'information avec une équipe placée sous la direction de Paul Castan. On y relève les noms de futurs collaborateurs durables de la radio comme André Delacour, Georges Delamare, Paul Dermée, Pierre Descaves, Bertrand Dupeyrat Marc Frayssinet, Alex Surchamp, le docteur Vachet⁽⁵⁹⁾.

⁵⁶ René Duval : *Histoire de la radio en France*, Editions Alain Moreau, Paris, 1979.

⁵⁷ *Ibid*, p. 96.

⁵⁸ Alex Surchamp : « Un homme de radio : Maurice Privat », notice nécrologique in *La Semaine radiophonique*, 8 mai 1949.

⁵⁹ Christian Brochand : *Histoire générale de la radio et de la télévision en France, tome I, 1921-1944*, pp. 428sq., La Documentation française, 1994.

Cahiers du CHR, n° 45, « L'année radiophonique 1925 », juillet-août 1995.

Guy Robert : « Maurice Privat : la chute d'un pionnier » in *Cahiers du CHR*, n° 53, « L'année radiophonique 1927 », juin-août 1997.

Les débuts du Journal parlé avaient été évoqués en 1963 dans une émission de France Culture *Si la Tour m'était contée !* riche de témoignages des journalistes de l'époque. Elle a été rediffusée le 17 janvier 2015 dans *Les nuits de France Culture*.

La liberté de parole, ça existe !

« Le Journal parlé de Privat, nous dit Descaves, faisait preuve d'une certaine maîtrise dans le désordre [...] Aucun contrôle, aucune censure préalable ne s'exerçaient sur l'équipe. Aucune restriction n'était imposée : aucune formalité administrative requise. On a difficilement idée d'une telle liberté. Se sentant libres, les rédacteurs du Journal Parlé n'éprouvaient pas le besoin de déformer l'actualité. Dans la liberté, on ne fait guère de surenchère. Il arrive même qu'on ait le souci d'être objectif... »

Georges Allary : « Information et propagande »
In *Le Crapouillot*, n° 61, numéro spécial Radio-Télé, juillet 1963

Une décision du secrétaire d'État aux P.T.T. (Cartel des Gauches), Pierre Robert, met fin à l'essai en octobre 1924⁽⁶⁰⁾.

Les quotidiens, d'abord réticents à l'égard d'un nouveau et redoutable concurrent, accepteront de collaborer aux programmes des grandes stations commerciales non sans dénoncer à nouveau le contrôle – supposé - de l'État. Leur porte-parole à la Chambre des députés, Paul Escudier, reproche au décret du 15 novembre 1923 le souci de contrôler : « *les informations transmises par les postes privés [qui] seront au soumises au contrôle préalable prévu pour la correspondance télégraphique...*⁽⁶¹⁾ »

La méfiance s'est installée. Il ne s'agit peut-être pas encore de réticence à l'égard d'une information laissée à la liberté d'expression des journalistes. En France, le gouvernement dit de « Cartel des gauches », présidé en 1924 par le radical-socialiste Edouard Herriot conteste, au nom d'un monopole implicite du service public, la concession accordée à une personne privée. Le secrétaire d'État aux P.T.T., Pierre Robert, révoque l'autorisation antérieure accordée à Maurice Privat.

⁶⁰ Pour la France, de 1923 à 1940, on se reportera utilement à l'article de Bernard Lauzanne : « Les débuts du journal parlé » in *Cahiers du CHR*, n°17, octobre 1987 et, pour la période 1946-1958, à celui de Jacques Vasseur : « L'information politique à la radio sous la IV^e République : l'objectivité et ses limites » in *Cahiers du CHR*, n° 36, mars-mai 1993.

Pierre Descaves : « Le premier journal parlé » in *Quand la Radio s'appelait "Tour Eiffel"*, La Table ronde, 1963.

⁶¹ Cité par André-Jean Tudesq : « De la TSF à la radiodiffusion » in *Revue historique*, n° 524, octobre-décembre 1977.

Paul Escudier, député de la Seine de 1910 à 1931. Le parlementaire s'en prend à l'article 10 du décret : « *Les informations de toute nature transmises par les postes radioélectriques privés d'émission sont soumises au contrôle prévu par l'art. 3 de la loi du 29 novembre 1850 sur la correspondance télégraphique privée.* » (*Journal officiel* du 14 déc. 1923).

Cette méfiance exprimera, au-delà de l'opposition alternative du souci de monopole de l'Etat à la liberté d'entreprendre, la crainte d'une information incontrôlée. Elle apparaît en Belgique, en Grande-Bretagne, en URSS et en Allemagne.

Les pouvoirs politiques, dont l'Histoire nous enseigne qu'ils ont plus souvent utilisé la liberté d'expression comme thème électoral de rhétorique qu'ils ne l'ont favorisée comme instrument de la démocratie, avaient deux bonnes raisons de ne pas encourager la diffusion de l'information par la radio naissante : le risque de création du contre-pouvoir que se constitueraient les affairistes, propriétaires de postes émetteurs, et les perspectives de manipulation des mentalités populaires.

Dans l'introduction d'une proposition de loi concernant le régime de la radiodiffusion, le député André François-Poncet, par ailleurs proche du président du Conseil Raymond Poincaré mais aussi du puissant groupe de pression que constitue le Comité des Forges, exprime encore cette défiance, en 1928 : « *[la radiodiffusion] est un procédé d'information d'une puissance qu'il est encore malaisé de calculer, mais dont il faut considérer et les avantages et les dangers. Il permet d'atteindre simultanément et instantanément des populations dispersées dans des régions immenses, souvent isolées et d'autant plus impressionnables que la nouvelle leur est apportée par la voix humaine. Un problème de police et de gouvernement se pose donc en premier lieu.*⁽⁶²⁾ » Suit une énumération des domaines dans lesquels la radio peut s'épanouir sans autre risque que celui d'être confisqué par le monopole d'Etat.

D'une manière générale, les nouvelles « radiophonées » doivent être délivrées de la manière la plus neutre possible par la lecture des dépêches d'agence que ne doivent accompagner aucune analyse, aucune explication, aucun commentaire.

L'attitude n'est pas propre à la France : « *ce qui est incontestable et commun à tous les journaux parlés d'Europe occidentale, c'est qu'ils ont été, d'emblée des enfants pas du tout désirés par une grande partie de la presse écrite, en même temps qu'ils étaient frappés de suspicion par la classe politique, en général, et par les détenteurs du pouvoir, en particulier. En novembre 1922, la défiance à l'égard de l'information radiophonique était telle que la BBC en était réduite à un "sommaire", fourni par les agences de presse, à partir de 18 heures seulement* » se souvenait un ancien directeur de la radio belge⁽⁶³⁾.

De la même manière, la transmission en direct des événements devra s'imposer pour devenir dans la forme du reportage l'une des spécificités de la radio. L'ardeur des pionniers cherche l'exploit. En janvier 1923, Georges Géville a tenté une transmission en direct depuis une locomotive en route. Neuf ans plus tard, les guides de haute montagne, André Charlet et Roger

⁶² Documents parlementaires - Chambre des députés – Séance du 15 juin 1928, annexe n° 214.

⁶³ Maurice Hanckard : « Evolution du traitement de l'information à la Radio Belge, à travers 50 ans de Journal Parlé », *Etudes de Radio-Télévision*, n° 24 - Bruxelles - 1977.
La loi du 18 juin 1930 qui crée l'INR (Institut national [belge] de radiodiffusion) établit en son article 14 que : « *Le journal parlé énoncera les nouvelles "laconiquement" avec l'impartialité la plus absolue.* » H.G.J. Maas Gesteranus in *Mon programme*, 25 janvier 1935.

Frison-Roche transmettront depuis le sommet du Mont Blanc⁽⁶⁴⁾. Un animateur de Radio-P.T.T.-Nord, Léon Plouviot, survole la Belgique en ballon, le 29 septembre 1932. Son reportage, illustré par un orchestre qui interprète le *P'tit Quinquin* est transmis sur l'ensemble du réseau national français⁶⁵.

Le décret du 28 décembre 1926 qui fixe les conditions et les obligations de « *l'émission et de la réception de signaux ou de communications* » par postes radioélectriques reconnaît l'existence d'un Service de la radiodiffusion qui relève de l'administration des P.T.T. Bien que timide, le texte réglementaire marque le début d'un réseau de radiodiffusion nationale.

L'information trouve sa place à Paris P.T.T. le 20 juin 1927 avec la création du *Radio journal de France*⁶⁶ par Paul Croizé, un jeune rédacteur du quotidien *Le Matin*, avec l'autorisation du ministre de l'industrie, du commerce et des P.T.T., Maurice Bokanowski et le soutien du directeur du Service de radiodiffusion des P.T.T., Marcel Pellenc. La mise en route est confiée à l'avocat Robert Petitot-Cartellier, secrétaire général de l'Association générale des auditeurs de TSF (AGA). Il en assurera la rédaction en chef⁽⁶⁷⁾. De nouveaux collaborateurs compléteront la rédaction : Paul Hauchecorne pour les commentaires de l'actualité quotidienne, Alex Surchamp pour la politique étrangère, Lionel Ripault pour la politique intérieure, Jacques Bernier pour l'actualité cinématographique, Alexandre Rieu dit « Rouletabille » pour les faits-divers, entre autres.

Plus tard, Pierre Descaves précisera la spécificité de cette nouvelle forme d'information. Il «...admettait que la transposition pure et simple à la radio des pratiques du journalisme écrit avait été "l'une des erreurs des premiers initiateurs de ce journalisme parlé", [...] il pensa longtemps que c'était à cause de cette confusion avec le journalisme écrit que le journalisme parlé s'était figé dans des formules désuètes, et avait peu progressé depuis les efforts de Maurice Privat. Surtout, on n'avait pas assez su explorer l'instantanéité du contact avec le public que proposait la T.S.F. On s'était laissé bernier par la routine, se servant des méthodes de la presse imprimée au lieu de développer un style vraiment radiophonique [...] On continuait donc à lire devant le micro des textes beaucoup trop longs et écrits dans un style compliqué [...] alors que l'avenir du journalisme parlé exigeait le respect de la "fluidité" du médium et l'emploi de petites phrases nettes et sobres, avec des "formules lapidaires" à la place d'une "guirlande de mots et d'un arsenal de périodes parfaitement ridicules par ce qu'impres."⁽⁶⁸⁾ »

⁶⁴ Robert Prot : *Précis d'histoire de la radio et de la télévision*, L'Harmattan, 2007.

⁶⁵ René Duval : *Histoire de la radio en France*, *op. cit.*, p. 89.

⁶⁶ La désignation varie selon les auteurs ou les sources. On peut lire « Radio Journal » ou « Radio-Journal ».

⁶⁷ Roger Lutigneaux : « Les origines du Radio-Journal de France », *Le Petit Radio*, 18 juin 1932.

René Duval, *Histoire de la radio en France*, *op. cit.*, pp. 82-85.

Cécile Méadel : *Histoire de la radio des années trente*, Anthropos-Economica/INA, Paris, 1994.

⁶⁸ Christopher Todd : *Pierre Descaves, témoin et pionnier de la radio*, *op. cit.*, pp. 262-263.

Voir aussi : Bernard Lauzanne, « Le "Radio Journal de France", soixante quinze minutes chaque soir » in *Cahiers du CHR*, n° 72, « L'année radiophonique 1932 », avril-juin 2002.

L'audience du *Radio-Journal* peut dépasser le million d'auditeurs - « *certaines jours d'hiver notamment*⁽⁶⁹⁾ ». Jusqu'en 1929, le programme quotidien d'information est diffusé de 18h30 à 20 h. Fautes de moyens, les nouvelles générales sont le plus souvent reprises à partir des dépêches d'agence, voire empruntées aux quotidiens papier. La spécificité apparaît dans le ton de voix personnalisé des chroniqueurs spécialisés qui disposent de rubriques sur actualité, boursière, cinématographique, littéraire, théâtrale, sportive, hippique, etc.

A l'exception de quelques tentatives que rappelle Christian Brochand, les stations privées ne disposent pas des moyens financiers et techniques d'entretenir des équipes de journalistes et de techniciens⁽⁷⁰⁾. Le *Poste Parisien* créé en 1925 par Paul Dupuy, propriétaire du quotidien *Le Petit Parisien*, a, le premier, programmé un journal parlé en 1932 sous la direction de Maurice Bourdet (1902-1944) qui entretient une équipe de reportage. Une liaison téléphonique est établie entre le quotidien et la station.

Henri Bénazet présente en alternance avec René Mazedier une revue de presse. Avec Edmond Decharme et Georges Briquet, reporter sportif et animateur, ils assureront le succès d'audience du « PP ».

Très tôt, la libre diffusion des informations à la radio inquiète les pouvoirs soucieux d'« *assurer le développement de cette technique au service du plus grand nombre ainsi que la prospérité de l'industrie radioélectrique naissante [ainsi que] de maintenir la radio hors de portée des révolutionnaires et conserver au Gouvernement le droit de l'utiliser à tout moment*⁽⁷¹⁾. »

« *L'année 1934 marque le vrai début de la prise en mains des radios d'Etat, sur la plan du contenu, par le gouvernement. Depuis le vote de la loi de finances du 31 mai 1933 instaurant la redevance, le ministre des P.T.T., Laurent Eynac a renforcé [...] par les décrets du 10 août 1933, le contrôle de ses services sur les associations qui composent et gèrent les programmes des stations P.T.T. d'une part, et créé un comité de coordination pour les émissions nationales et un comité des informations.[...] Mais ce n'est pas ce comité, trop fraîchement nommé, qui aura à connaître des émissions d'informations des postes d'Etat lors des émeutes du 6 février 1934. Dès l'avant-veille d'ailleurs, le ministre de l'intérieur Eugène Frot, installe un censeur au Radio-Journal de France et au Journal parlé de la Tour Eiffel.*⁽⁷²⁾ »

Après les événements du 6 février, la censure est mise en sourdine jusqu'à la révélation des propagandes émises depuis l'Allemagne. *Le Radio Journal de France* disposera, en 1938, d'un fil direct avec le Quai d'Orsay⁽⁷³⁾.

⁶⁹ Roger Lutigneaux.

⁷⁰ Christian Brochand, *op. cit.* p.437.

⁷¹ Christian Brochand, *op. cit.* p.448.

⁷² René Duval, *Histoire de la radio en France, op. cit.* p. 312.

⁷³ *Le Figaro*, 25-26 octobre 1938.

Dès son ouverture, en septembre 1935, le poste *Radio-Cité*, dont Jean Guignebert est le rédacteur en chef, programme, en collaboration avec le quotidien *L'Intransigeant*, *La voix de Paris*, un journal parlé dont Jean Antoine assure la direction. Le directeur Marcel Bleustein-Blanchet développe le service des reportages avec Robert Bré, Pierre Crenesse, L. R. Dauven, Lise Elina, Michel Ferry, Louis Gautier-Chaumet, Carlos Larronde, Jean-Jacques Vital, Alex Virot afin de mieux saisir l'actualité à chaud, ce qu'assurent de nos jours, avec des moyens plus performants, les stations d'information continue, soucieuses à livrer les « breaking news » dans les meilleurs délais.

Pendant sa courte existence (1937-1939), *Radio 37* a entretenu un programme d'information, le *Journal parlé de Paris-Soir*. On y entend des journalistes comme Georges Altschuler (qu'on retrouvera plus tard à Europe N° 1), Georges Gombault (futur directeur de *France-Soir*) ou Alex Virot. La station dispose de deux véhicules légers d'enregistrement⁽⁷⁴⁾.

En 1932, le discours politique avait apparu dans les programmes de la radio. André Tardieu, Président du conseil, puis Edouard Herriot, président du Parti Radical-Socialiste en découvrirent l'effet sur l'électorat⁽⁷⁵⁾. En 1936, la Radiodiffusion nationale mettra ses antennes à la disposition des candidats des partis⁽⁷⁶⁾.

Le gouvernement de Front populaire, issu des élections qui a donné la victoire aux partis de gauche unis, place Marceau Pivert, le “gauchiste” de la SFIO, à la tête de l'information radiodiffusée. Son action, pas davantage que celle du nouveau ministre des P.T.T., Robert Jardillier, n'a laissé de traces. Le nouveau gouvernement ne pouvait toutefois se désintéresser de la radio dont les tutélaires semblent avoir été les cabinets du Président du Conseil, Léon Blum et du ministre des P.T.T., peut-être sensibles aux groupes de pression que constituait l'association Radio Liberté récemment créée par des organisations de gauche. La reprise en mains a fait une victime, le directeur du Service de la radiodiffusion, Marcel Pellenc.

Suite à des accords avec la presse écrite, à partir de juillet 1938, « toutes les revues de presse sont supprimées sur tous les postes de radio, d'Etat et privés, et la durée des informations est réduite considérablement. Subsiste la matin, un bulletin d'information lu trois fois à 6h30, 8h30 et 9 heures.⁽⁷⁷⁾

Le régime de tolérance qui a assuré une coexistence entre les stations commerciales et le réseau d'État, exploité par l'administration des P.T.T. est remis en cause en 1939. Des dispositions de contrôle de l'information sont instituées. « Un décret du 4 février prévoit la création d'un centre permanent de l'information générale qui remplace les différentes sections du conseil

⁷⁴ René Duval, *Histoire de la radio en France*, op. cit. pp. 287-289.

⁷⁵ Surnommé « L'homme au micro entre les dents » en référence à des affiches de propagande antibolchevique qui montraient un communiste, un couteau entre les dents, André Tardieu, ouvert à la modernité, avait compris l'intérêt de la diffusion de masse par la radio, sans toutefois en tirer le bénéfice..

⁷⁶ R. Duval : *Histoire de la radio en France*, op. cit., p. 319.

Cécile Méadel : *Histoire de la radio des années trente*, pp. 93-99, Anthopos-INA, 1994

⁷⁷ Christian Brochand, op. cit. p. 447.

supérieur des émissions. Cette fois, le rattachement à la Présidence du Conseil est définitivement rétabli [...] Le Centre est dirigé par un ancien journaliste [...] Emile Lohner [...] Le Centre permanent ne pilote pas seulement le "Radio-Journal" et les commentaires des événements qui l'accompagnent, voire les revues de presse, c'est aussi de lui que relèvent les émissions en langues étrangères sur ondes moyennes.⁽⁷⁸⁾» Un Commissariat général à l'information est créé.

L'information radiodiffusée – toutes stations confondues – est regroupée, à Paris, 22 rue Bayard, dans les locaux de Radio-Luxembourg.

Les divers bulletins du Radio-Journal de France, annoncés par les trompettes de la Garde républicaine, sont diffusés sur l'ensemble des postes d'Etat et privés.

Radio Actualités, le service des reportages, dirigé par Jean Antoine, venu de Radio 37, est composé de journalistes des postes d'Etat comme Alex Surchamp et des postes privés, Pierre Crenesse, Louis Gautier-Chaumet (Radio-Cité), Jean Masson, Paul Gilson, Samy Simon (Radio-Luxembourg) qui se rendent sur le front en passant par le GQG (Grand Quartier Général) de La Ferté-sous-Jouarre où se tient Jacques Meyer (Radio-Cité) pour délivrer les ordres de mission. On y trouve aussi Jean Guignebert, Maurice Bourdet, journalistes prisés par les auditeurs, Louis Merlin et des metteurs en ondes comme Arno-Charles Brun et Albert Riéra. Le poste de Commissaire général de l'information est confié à Jean Giraudoux qui s'installe à l'hôtel Continental, rue de Rivoli⁷⁹. Il ne semble pas que l'organisme officiel ait eu une activité remarquable au-delà de quelques lectures soumises aux censeurs⁽⁸⁰⁾. Beaucoup d'auditeurs n'entendent dans les programmes d'information qu'une propagande dictée par la volonté gouvernementale. Son activité sera réduite par la création d'un ministère de l'information – le premier en France - dans le cabinet Paul Reynaud, le 21 mars 1940. Son titulaire, Ludovic-Oscar Frossard, n'aura guère le temps d'exercer son autorité⁽⁸¹⁾. Le ministère n'apparaît plus dans le dernier cabinet de la III^e République (16 juin), présidé par le maréchal Pétain.

Selon les possibilités de réception, certains recherchent d'autres sources sur les stations étrangères comme la BBC ou la radio suisse.

En juin 40, devant l'avance des troupes nazies, un repli vers Tours est envisagé, mais finalement, c'est Montpellier qui est choisi. En novembre, l'installation se fera à Marseille, dans une salle de bal désaffectée, L'Alhambra⁽⁸²⁾.

⁷⁸ Jean-Louis Crémieux-Brilhac et Hélène Eck : « France » in *La guerre des ondes. Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Armand Colin,

⁷⁹ Voir « Un créneau de la guerre des ondes » in *Les Français dans la drôle de guerre* par François Fonvieille-Alquier, pp. 105sq., Robert Laffont, 1971.

⁸⁰ Plutôt que dans l'ouvrage partisan du futur collaborateur R. Cardinne-Petit, *Les soirées du Continental*, (1942), on trouvera une analyse plus équilibrée dans un article de Didier Georgakakis, « La République contre la propagande d'Etat ? Création et échecs du Commissariat général à l'Information (juillet 1939-avril 1940) » in *Revue Française de Science Politique*, pp. 606-624, n° 5, 1998.

⁸¹ Ludovic-Oscar Frossard, ancien secrétaire général du Parti Communiste Français, après le congrès de Tours, de 1920 à 1922, avait été ministre de la Propagande dans le deuxième cabinet de Front populaire (mars-mai 1938).

⁸² Jeanne Witta-Montrobert : *La lanterne magique. Mémoires d'une scripte*, Calmann-Lévy, 1980.

Après l'armistice, l'article 14 de la convention du 25 juin 1940 interdit toute émission dans l'attente de nouvelles décisions imposées par l'occupant allemand auxquelles le régime collaborationniste de l'Etat français et de nombreux journalistes se soumettront au-delà de la défaite annoncée⁽⁸³⁾.

L'article 3 de l'Acte constitutionnel n° 1 promulgué par le maréchal Pétain « chef de l'État français » rattache « à la Présidence du Conseil les questions relatives à l'information, à la Presse et à la radio⁸⁴ ». La Radiodiffusion nationale regroupe à Vichy ses services centraux qui assurent la diffusion des programmes sur la zone sud⁽⁸⁵⁾.

La mise en place d'un encadrement soumis et compétent est délicate. Pendant toute la période d'occupation, en dépit de la rotation des responsables, la radio de Vichy aura pour mission d'entretenir la propagande en faveur de la « Révolution nationale ». Plusieurs ministères ou services comme le Secrétariat général à la famille disposent d'un temps d'antenne afin de promouvoir leurs missions que résume une autre composante extra-gouvernementale, la Légion française des combattants : dénonciation des ennemis de la Révolution nationale, des juifs, des Francs-maçons, des communistes, etc⁽⁸⁶⁾.

Les journalistes ont été regroupés à Vichy. Un Secrétariat général à l'Information a été créé le 15 juillet 1940. Il a pour mission de contrôler la soumission des programmeurs à la pression

⁸³ Voir les *Cahiers du CHR* :
• N° 45, pp. 39-50, article de Christian : « Le premier journal parlé ».
• N° 47, « L'année radiophonique 1947 », 2^e partie : « Les émissions d'information ».
• N° 71, pp. 25-36, « La décennie Porché », Marc Martin : « Un secteur très sensible, l'information sous l'autorité de Vital Gayman ».
Bernard Lauzanne : « Journaliste à la Radio d'Etat sous la IV^e République ».
• N° 93, « L'année radiophonique 1977 », Christian Brochand : « Censure et pression, l'emprise socialiste sur la RTF ». »
Sur la radio française pendant la Deuxième Guerre mondiale, voir :
• Numéro double 7-8 : « 1939-1944, spécial Résistance et Libération », Juillet 1984.
Pour la période d'occupation, voir aussi de Philippe Amaury : *De l'information à la propagande d'Etat. Les deux premières expériences d'un ministère de l'Information" en France. Librairie générale de droit et de jurisprudence*, Paris, 1969.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 84.
Une batterie de textes, législatifs et réglementaires publiés au Journal Officiel, encadre l'usage de la radio dès l'installation du gouvernement à Vichy :
• Décret du 24 juin 1940,
• Loi du 28 octobre 1940
• Décret du 12 mai 1941
• Loi du 28 octobre 1941
• Loi du 8 septembre 1942
• Décret du 8 novembre 1942
La réglementation allemande est imposée par ordonnances dont on trouvera le détail dans l'ouvrage de Philippe Heraclès et Robert Aron : *1940-1944. La loi nazie en France*, (Guy Authier, 1974).

⁸⁵ Voir les *Cahiers du CHR* :
• N°27 : « La radiodiffusion en France en 1940 »,
• N°30 : « La radiodiffusion en France en 1941 »,

⁸⁶ Crémieux-Brilhac et Eck, *op. cit.* p. 51.

allemande⁽⁸⁷⁾. En zone sud, les services de la Radio Nationale ont éclaté entre Toulouse, Marseille et Nice.

Un décret du 8 novembre 1942 reprend le titre de Radio-Journal dont la mission est redéfinie par un décret du 8 septembre 1942 : « *Il est créé une rédaction du Radio-Journal de France dont la direction, sous l'autorité directe du secrétaire d'Etat à l'Information.*⁸⁸ »

La Radiodiffusion nationale s'efforce de rester proche de l'actualité quotidienne avec une équipe de reporters où on rencontre Jean Antoine, Alex Surchamp, Jean Masson, Pierre Brive, Jacques Breteuil, Paul Gilson, Jacques Pauliac, Jacques Sallebert, Paul-Edmond Decharme, Robert Beauvais Pierre-Jean Laspeyres.

L'écoute des stations étrangères comme la BBC ou Radio Sottens est interdite, voire sévèrement sanctionnée en cas d'infraction établie. La remise aux municipalités des postes récepteurs – difficilement applicable - sera imposée par la loi du 10 novembre 1942.

La radio, dans la zone Nord, est placée sous le contrôle de la Propagandastaffel que les occupants ont installée à Paris, 52, Champs-Élysées⁸⁹. La ligne de démarcation qui coupe la France en deux inclut la puissante station en ondes longues d'Allouis, dont l'un des deux émetteurs de 450 kW sera affecté, à partir du 21 avril 1941, au brouillage de la BBC⁹⁰. L'autre retransmet, sur la longueur d'onde de 1648m, de 7h00 à 21h15 le programme *La voix du Reich*⁹¹. De 20h15 à 22h un programme musical spécifique et, de 22h à 22h15, le bulletin d'information diffusé en zone nord sur le réseau d'émetteurs en ondes moyennes. En 1943, cet émetteur grandes ondes deviendra le relais du programme Deutschlandsender sous le nom de Deutsche Europasender West⁹².

⁸⁷ Voir Jean-Jacques Ledos : « La radio de la défaite. Vichy-Paris, (1940-1944) in *Petite contribution à l'Histoire de la radio*, L'Harmattan, 2012.

Certains des collaborateurs qui ont fui en Allemagne tentèrent de poursuivre leur œuvre de propagande. De septembre 1944 à avril 1945, Jean Luchaire a dirigé *Ici, la France*, à Siegmaringen, Jacques Doriot *Radio Patrie* à Bad Mergentheim (Lhombreaud).

Philippe Amaury : *De l'information à la propagande d'Etat. Les deux premières expériences d'un ministère de l'Information* en France, *op. cit.*

⁸⁸ Le secrétaire d'Etat à l'Information est alors Paul Marion, voir : « Marion, Ministre de la Propagande de facto » in Philippe Amaury : *De l'information à la propagande d'Etat...*, *op. cit.*, pp. 210sq.

Une loi du 7 novembre suivant, place le Radio-Journal sous le contrôle du président du conseil supérieur de la radiodiffusion, André Demaison.

⁸⁹ La « Propaganda Staffel » est l'une des quatre entités régionales (avec Saint Germain, Dijon et Bordeaux) de la « Propaganda Abteilung ».

⁹⁰ La décision de brouiller les émissions de la BBC a été prise au cours d'une réunion tenue à Paris le 11 décembre 1941 entre les autorités allemandes d'occupation et les représentants de la Radiodiffusion nationale. (Document G. Pelletier, Chrono 1940-1944).

Lettre de M. Lhombreaud à l'auteur en date du 28 janvier 1995.

Les programmes d'Europasender sont également diffusés en zone Nord par plusieurs émetteurs en ondes moyennes.

⁹¹ Sur *La voix du Reich*, voir Jean Hérol-Paquis : « *Des illusions... Désillusions !...*, Mémoires de Jean Hérol-Paquis, 16 août 1944-15 août 1945 » p. 80, Bourgoin, 1948.

⁹² Source : Denis Fromont, de l'Association du centre historique de la diffusion radiophonique (ACHDR), Issoudun-Saint Aoustrille. La station émettrice sera détruite par les Allemands le 17 août 1944.

Dans la capitale, la direction du nouveau Radio-Paris...allemand est assurée par le Dr. Alfred Bofinger, un professionnel qui a dirigé la station de Stuttgart d'où étaient diffusés, jusqu'à l'armistice, les messages de Paul Ferdonnet⁹³. Radio Paris regroupe les stations d'État, Rennes et Radio Normandie et privées, le Poste Parisien et Bordeaux-Sud-Ouest. Une agence de presse, l'AFIP (Agence Française d'Information de Presse) est créée, à Paris, en octobre 1940 sous administration française et sous la double tutelle de la « Propaganda Abteilung » et de l'agence allemande d'informations DNB (Deutsche Nachrichten Büro). Ainsi encadré, le réseau radio de la zone nord, dont un émetteur d'Allouis en ondes moyennes assure aussi la couverture de la France du sud, doit dénoncer les adversaires du III^e Reich conquérant : l'Angleterre (la « perfide Albion »), les juifs, les francs-maçons, les gaullistes, et, à partir de 1941, les Soviétiques et les Américains mais aussi exalter les succès du Reich et encourager la collaboration.

Radio-Paris relaie la propagande de l'Etat français : la « Révolution Nationale » a sa tribune (« une initiative unique dans les annales de la radio ») : « nos malheurs proviennent des politiciens, de l'esprit politicien. Tout échouera si l'on laisse aux vieux renards, même repentis en apparence, les leviers de commande... Le triste passé est mort à jamais. Un monde nouveau est à créer...⁽⁹⁴⁾»

La collaboration française s'impose avec un zèle qu'affichent Jean Hérold-Paquis et Philippe Henriot⁽⁹⁵⁾. Une rare voix allemande est entendue en 1941 qui établit la nécessaire relation d'une collaboration avec la doctrine nazie, celle du Dr Friedrich (Fred Daubmann) dans « Un journaliste allemand vous parle »⁽⁹⁶⁾. Il y exprime sous forme d'éditorial la doctrine de l'occupant, c'est-à-dire le programme du Führer : « Examinons ensemble, auditeurs de Radio-Paris, ce que "Mein Kampf" contient d'immuable, et ce qu'il contient de momentané [...] Le premier point du programme national-socialiste concerne l'unité ethnique de l'Allemagne ; le second vise à établir son unité morale et raciale ; un autre point concerne les clauses du traité de Versailles ; le quatrième point supprimait les écumeurs de l'épargne et les spéculateurs, fauteurs de guerre. Un autre point vise la destruction de la haute finance ; d'autres enfin, à l'amélioration du niveau de vie des masses ouvrières et la réconciliation des classes...⁹⁷ ».

⁹³ Paul Ferdonnet a diffusé depuis Stuttgart, à partir du 6 octobre 1939 un programme de propagande nazie antifranaise : *La quart d'heure du soldat* dont il était le rédacteur de textes lus par un comédien Auguste Saint-Germain. (Source : Colloque *La radio comme enjeu de propagande*, Mémorial de Caen, 17 juin 1970.)

⁹⁴ *Les ondes, l'hebdomadaire de la radio*, n° 3, 11 Mai 1941.
A propos de René Payot, voir infra l'article de Michel Amoudry : « René Payot et la radiodiffusion suisse durant la seconde guerre mondiale ».

⁹⁵ • N° 38 : « L'année radiophonique 1943. Radio-Paris : le "Radio-Journal" de France vu de l'intérieur ». Voir de Philippe Henriot : « *Ici Radio-France* », Les éditions de France, Paris, 1943 et de Jean Hérold-Paquis : « *Des illusions... Désillusions !.., Mémoires de Jean Hérold-Paquis, 16 août 1944-15 août 1945* », *op. cit.*.

⁹⁶ Crémieux-Brilhac et Eck, *op. cit.* p. 57.

⁹⁷ Le texte des interventions du Dr. Friedrich était proposé en abonnement.

En semaine, les programmes de Radio-Paris commencent à 7 heures se terminent à 20h15 (parfois complétés de 22h à 22h15). L'information dispose de six quarts d'heure auxquels il faut ajouter une revue de presse à 14 heures et une « tribune » avant le journal de 20 heures. Le Radio-Journal de Paris est dirigé par un allemand, le lieutenant Morenschild qui trouve sans difficulté les collaborations françaises nécessaires.

Le recrutement et la gestion de la rédaction sont ainsi confiés à un ancien militant de diverses formations d'extrême droite, Gabriel du Chastain. Les « ultras » qui trouvent trop mou l'engagement dans la collaboration des gens de Vichy ne tarderont pas à le rejoindre. Lucien Rebatet est de ceux-là⁹⁸.

La liste est longue des journalistes opportunistes, comme Robert de Beauplan (*L'Illustration*) ou Roland Tessier qui s'empresse d'adopter le langage des vainqueurs. On ignore si ce fut le cas des reporters L.-R. Dauven et Jacques Dutal. Les témoins de cette époque n'ont pas oublié les discours haineux de Jean Hérold-Paquis (sur Radio-Paris) et de Philippe Henriot (sur la Radiodiffusion Nationale⁽⁹⁹⁾). Le premier, journaliste obscur jusqu'en 1942, trouve, dans la rupture du Pacte germano-soviétique, l'occasion d'exprimer un anticommunisme virulent. Les témoins de l'époque se souviennent de son délire rhétorique que l'Histoire démentira : « *L'Angleterre comme Carthage sera détruite !*⁽¹⁰⁰⁾ » Condamné à mort, il sera exécuté en 1945. Le second, nommé secrétaire d'Etat à l'information et à la propagande dans le cabinet Laval remanié en janvier 1944, sera assassiné par un groupe de résistants le 28 juin suivant. De février 1944 jusqu'à la Libération, de 7h du matin à 22h, puis qu'à 1h du matin, un programme continu d'information est diffusé sur longueur d'onde de 206m d'un émetteur parisien¹⁰¹.

Pour donner une apparence d'objectivité à la propagande, les Allemands ont fait appel à un journaliste suisse, Charles Dieudonné (pseudonyme de Georges Oltramare, 1896-1960) qui doit combattre l'audience d'un autre suisse, René Payot commentateur à Radio-Sottens. À Alger où le général de Gaulle confie, en mai 1943, l'organisation de Radio-France à Jacques Lassaigne qu'assiste un ancien de Radio-Cité, Jacques Meyer⁽¹⁰²⁾. La station programme un journal parlé sous la direction de Jean Roire qu'assiste Jean Vincent-Bréchnac, futur directeur de Paris Inter, de France II puis de France Inter. Dans la rédaction dirigée par Jean Gandrey-Réty, on rencontre

⁹⁸ Voir Henri du Moulin de Labarthète : *Le temps des illusions. Souvenirs, juillet-août 1940-avril 1942*, p. 29, Édition A l'enseigne du Cheval ailé, Paris, 1946.

Lucien Rebatet : *Les décombres*, pp. 480sq., Éditions Denoël, Paris, 1942.

⁹⁹ En 1944, les éditoriaux de Philippe Henriot étaient également rediffusés par Radio-Paris.

¹⁰⁰ Détournement de la phrase « *Delenda est Carthago* » attribuée à Scipion par Caton l'Ancien.

¹⁰¹ Source : *Les Ondes*, à partir du 6 février 1944. Les plus engagés des collaborateurs qui se sont retrouvés au château de Sigmaringen ont exploité, un temps, l'émetteur *Radio-Patrie*. Voir J. Hérold-Paquis, *op. cit.*, pp. 88sq.

Un téléfilm : *La guerre des ondes (Radio Londres 1943-1944)*, diffusé par FR3, le 15 décembre 2014, a reconstitué quelques extraits des programmes diffusés par le Service français de la BBC et par Radio-Paris. Il s'agissait, dans les deux cas, d'une radio de propagande, plus que de commentaires.

¹⁰² Christian Brochand : *Histoire générale de la radio et de la télévision en France, tome I, 1921-1944*, *op. cit.*, p. 608, La Documentation française, 1994.

Jean Amrouche, futur producteur sur la Chaîne nationale, Henri Bénazet, Paul Péronnet, André Blanc, Fernand Pistor (tué à la libération de Marseille), Jacques Vasseur, Jean Luc, agrégé de grammaire, plus tard, directeur des programmes de la télévision renaissante (1951-1952), avant de rejoindre Radio-Télé Luxembourg. Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF, à partir du 3 juin) a préparé l'avenir de la communication.

La doctrine présentée dans le *Cahier Bleu* annonce, dans le domaine de la radio, la fin du régime de tolérance public-privé dans lequel la radio s'était stabilisée jusqu'en 1939⁽¹⁰³⁾.

La radio a ignoré, faute de moyens, ce grand moment de l'Histoire que fut le débarquement allié, en juin 1944 mais, très tôt les libérateurs ont retrouvé le souci **et le devoir** d'informer. Le 7 juin, la BBC a installé un émetteur provisoire au château de Creully, dans le département du Calvados¹⁰⁴. Le 3 juillet, un équipement mobile américain (studio et émetteur) piloté par l'Américain Bravig Imbs est installé sur la commune d'Octeville près de Cherbourg⁽¹⁰⁵⁾. Le lendemain, la station se présente comme : « *le premier poste sur le sol libre de la France !* ». Poursuivant leur progression vers la Bretagne, les forces américaines installent un équipement mobile dans les locaux endommagés de l'ancienne station privée Rennes-Alma qui émet à partir du 18 août. Deux jours plus tard Pierre Crenesse lance un appel aux Parisiens depuis le Studio d'essai que Pierre Schaeffer avait installé au 37 rue de l'Université. Jean Guignebert réunit une première équipe de journalistes reporters : Raymond Marcillac, Michel Droit, Loys van Lee, Paul Peyre, Henri Sadorge, Jean-François Brisson, Jean Combes, Claude Darget. La plupart seront correspondants de guerre en uniforme kaki, mais Marcillac porte un uniforme d'aviateur et Sadorge une tenue de marin, ce qui lui vaudra le surnom d'« Amiral ». Ils seront rejoints par André Bourrillon (qui suivra la 2^e DB jusqu'à Berchtesgaden, à Dachau et sera présent à Berlin lors de la capitulation du III^e Reich), Claude Péran, Maurice Séveno, Lise Elina. Alex Virot sera le chef du service jusqu'en 1945.

¹⁰³ L'ordonnance n° 45-472 du 23 mars 1945 supprimera les autorisations accordées à des stations commerciales, avant 1940, et instaure un monopole de l'Etat qui sera maintenu jusqu'au début des années 1980.
Voir : *Cahiers du CHR*, n° 42, « L'année radiophonique 1944 », n° 46 : « L'année radiophonique 1945 ».

¹⁰⁴ L'émetteur sans doute été le premier relais en territoire libéré d'un programme spécial de la BBC, *BBC Forces Programme*, devenu *Allied Expeditionary Forces Programme* par association avec l'*American Forces Network* (AFN) et la *Canadian Broadcasting Corporation*, Destiné aux troupes britanniques engagées dans la reconquête de l'Europe occupée, il diffusait des informations et de la musique.
Source : <http://en.wikipedia.org/wiki/BBC_AlliedExpeditionary_Forces_Programme>

¹⁰⁵ Le nom de Bravig Imbs a été cité comme animateur d'émissions consacrées au jazz sur la station de Rennes dans le n° 75 des *Cahiers du CHR* : « Un demi-siècle de jazz sur les radios francophones – 1932-1982 »

LES RECOMMANDATIONS DU “ CAHIER BLEU ”

Ce document est une circulaire établie à Alger en liaison avec le Comité général d'études (CGE). Elle est datée du 2 mai 1944. Elle recommande les dispositions suivantes, lorsque le gouvernement, issu des mouvements de résistance, sera rétabli à Paris, après la Libération :

« Quelles que soient sa compétence et ses aptitudes, nul ne doit être engagé s'il n'est pas absolument irréprochable au point de vue patriotique. [...] Aucun collaborateur ne sera admis devant le micro s'il a parlé devant le micro de Vichy. Cette règle ne supporte aucune exception.

Les conditions de patriotisme étant remplies, aucune considération politique, aucun ostracisme partisan ne doivent entraver ce recrutement : à condition qu'ils soient professionnellement utilisables, tous les résistants doivent être non seulement admis, mais appelés à collaborer aux émissions de la Radio libre.

Les journalistes recrutés pour la presse imprimée devront être invités, même si leur journal paraît, à collaborer à l'élaboration des émissions d'information. Au besoin, ils seront requis.

En aucun cas on ne confiera à une rédaction de journal imprimé “in globo” – ni à plus forte raison, à sa direction – le soin d'assurer les émissions d'information.

Le rédacteur en chef ni le directeur du journal imprimé ne seront en aucun cas placés à la tête de l'équipe rédactionnelle du journal parlé. On évitera de la sorte, et par toutes mesures qu'imposeront les circonstances, la mainmise de la presse imprimée sur la presse parlée. [...]

Les émissions de la nouvelle Radio, qui portera le titre général de “Radio de la Nation française” commenceront et finiront par la Marseillaise. Les émissions d'information seront encadrées par quelques mesures de la Marche lorraine. [...] Les émissions d'information auront lieu à heures fixes et le plus souvent possible. Il est indispensable d'avoir une émission à 7h30 du matin et à 19h30. Il faut envisager huit émissions par jour. Toute nouvelle importante devant faire immédiatement l'objet d'une émission spéciale [...]

Voir aussi article « Cahier bleu » in *Dictionnaire de la Radio* par Robert Prot.

UN TEMOIN ESSENTIEL : PIERRE CRENESSE

« Deux choses étaient nécessaires pour permettre à la Radio libérée de fonctionner : le noyautage de la Radio allemande de Paris et de la Radi nationale et l'organisation constructive.

Jean Guignebert plaça à Radio-Paris des speakers, des rédacteurs et des opérateurs, il confia l'organisation de la Radiodiffusion nationale à Pierre Schaeffer, directeur du studio d'essai, il contacta [...] des techniciens, des ingénieurs du son et des chefs de postes émetteurs, ainsi que des fonctionnaires de l'Administration.[...] Les services techniques prévoyaient un émetteur sur 206 mètres, caché port de Saint-Cloud, et un sur 224 mètres camouflé dans la cité Martignac⁽¹⁰⁶⁾.[...] Un autre sur 235 mètres était installé près de la gare de l'Est. Enfin Neuilly abritait un émetteur "ondes courtes" sur 41 mètres. [...]

Le studio d'essai de la Radiodiffusion nationale était installé rue de l'Université, dans un petit hôtel particulier, au fond d'une cour.⁽¹⁰⁷⁾ [...]

Le 15 août, nous étions prêts.

Le secrétaire général provisoire à l'Information, le directeur de l'agence française de Presse, le directeur de la Presse, les délégués des journaux clandestins étaient présents !

Le secrétaire général provisoire à l'Information, connu alors sous le pseudonyme de Tristan, de son vrai nom Jean Teitgen, était arrêté au début de juin. Jean Guignebert, que l'on appelait Marc, devint le secrétaire provisoire, ministre de l'Information de la Résistance. Il transmit ses pouvoirs de directeur de la Radio à Pierre Schaeffer. [...]

Nous avons, au quatre coins de Paris, sur les barricades ou dans la bâtiments publics libérés, enregistré sur disques les premières déclarations officielles, les premiers discours des chefs de la Résistance française, réalisé les premiers radio-reportages dont le langage improvisé est, vous le reconnaîtrez, riche de sincérité, d'émotion et de lapsus ! »

Pierre Crenesse : *La libération des ondes* Berger-Levrault, 1945

¹⁰⁶ Impasse située entre le 107 et le 109, rue de Grenelle.

¹⁰⁷ Au numéro 37.

Le 20 août, l'annonce « *Ici Toulouse libre* » a salué la reprise de la station privée Radio-Toulouse. Suit Limoges dont l'émetteur de Nieul a échappé aux destructions par les militaires allemands en déroute. On y entendra Robin Scott, futur délégué de la BBC en France. Strasbourg ne retrouvera les voix françaises libres qu'en janvier 1945⁽¹⁰⁸⁾.

En novembre 1944, le poste de *La voix de l'Amérique*, (American Broadcasting in Europe) héberge *Ce soir, en France*, qui rassemble, sous la direction de Jean Guignebert, divers commentateurs de l'actualité nationale et internationale⁽¹⁰⁹⁾. Desgraupes en sera, plus tard, l'un des animateurs jusqu'en 1958⁽¹¹⁰⁾. « *Une expérience exaltante que j'ai eu le privilège de vivre aux côtés de Pierre Desgraupes comme chroniqueur de politique intérieure et étrangère en tête de l'émission, et en compagnie de quelques jeunes recrues, promises à de belles carrières, comme Roland Dordhain, Joseph Pasteur, Michel Péricard, Maurice Werther, Bernard Gouley et un tout jeune débutant au service des sports, Thierry Roland...* » confiait Bernard Lauzanne aux *Cahiers*⁽¹¹¹⁾.

Marc Blancpain, Henry Bénazet, Jean Calvel, Sim Copans, Jacques Lassaingne, Jean Marin, Pierre Paraf, Maurice Schuman y représentent encore la diversité des points de vue⁽¹¹²⁾.

La ferveur d'une démocratie retrouvée favorise les émissions de débats. La Libération restaure une liberté de parole attendue. Jean Guignebert devient directeur général de la Radiodiffusion française, le 1^{er} septembre.

Les émissions de débat démocratique se multiplient.

« *La France sortait à peine des épreuves de l'Occupation, la Radiodiffusion détenait le monopole d'émission, les postes périphériques n'existaient pas encore mais des centaines de quotidiens étaient nés au lendemain de la Libération à Paris et en province : le pouvoir politique aux débats d'idées.* » En octobre, l'unique chaîne de la Radiodiffusion nationale diffuse, le soir de 21h30 à 22 heures, *Paris vous parle*, un magazine d'actualités⁽¹¹³⁾.

¹⁰⁸ *La Tribune de l'Histoire*, a rediffusé sur France Culture, le 2 et 3 septembre 2014, divers témoignages sur cette libération des ondes.

¹⁰⁹ *Radio 46*, 15-21 décembre. Le programme sera poursuivi à la Radiodiffusion nationale et à la RDF. Voir les *Cahiers du CHR* :

- N° 42 : « De la radio mobile en Normandie à la création de "Ce soir en France" ».
- N° 46 : « L'année radiophonique 1945 ».

¹¹⁰ Voir : « Ils ont fait la radio : Pierre Desgraupes » in *Cahiers du CHR*, n° 40, mars-mai 1994.

¹¹¹ Bernard Lauzanne : « Journaliste à la radio d'Etat sous la IV^e République » in *Cahiers du CHR*, n° 71, *op. cit.* R. Dhordain n'a rejoint la RTF qu'après 1950, après un passage à Radio Luxembourg où il tenait une chronique du scoutisme français.

Sur la période de reconstruction des programmes d'information à la Libération, voir également de René Duval : *Histoire de la radio en France*, *op. cit.*, pp. 361-6-362.

¹¹² *Radio 46*, 15-21 décembre.

Voir aussi *Cahiers du CHR* :

- N° 46, L'année radiophonique 1945 : « Les débuts de Georges de Caunes à "La Voix de l'Amérique" et à "Ce soir en France" »

¹¹³ Sur le Programme parisien, en 1952, puis sur Paris Inter, de 1954 à 1958. D'après le *Dictionnaire de la radio* de Robert Prot.

En février 1946, *La tribune de Paris* succède à *Paris vous parle* sur le Programme national, (plus tard sur le Programme Parisien, puis sur Paris Inter). Y participent alors des journalistes aux sensibilités politiques différentes : Pierre Bourdan (Pierre Maillaud dit..., 1909-1948), Jacques Duchesne (Michel Saint-Denis dit, 1897-1971), André Gillois (Maurice Diamant-Berger dit..., 1902-2004), Georges Gorse (1915-2002), Jean Guignebert († 1958), Jacques Lassaigne (1911-1983), Jean Marin (Yves Morvan dit...), Paul Péronnet, Maurice Schumann, pour la plupart, issus des émissions françaises diffusées par la BBC. Le vendredi, l'émission, produite par Emile Dana, devient *La tribune des journalistes parlementaires* avec Georges Altschuler (*Combat*), Pierre Corval (*L'Aube*), Jean Guignebert, Henri Noguères (*Le Populaire*), Louis-Gabriel Robinet (*Le Figaro*), Raymond Thévenin¹¹⁴. La réalisation était assurée par Arno-Charles Brun¹¹⁵.



Jean Guignebert, 1944

¹¹⁴ D'après R. Prot in *Dictionnaire de la radio*.

¹¹⁵ Il poursuivra sa carrière comme directeur de Paris Inter, en 1947, de la Chaîne parisienne, en 1948. Retraité « il produisit les premières émissions d'archives sonores, faisant réentendre quelques grandes dramatiques et quelques concerts importants donnés par les orchestres de la Radiodiffusion française... » nous dit Robert Prot.

LE MONOPOLE DE L'ETAT SUR LA RADIO (*)

[...] *Le 20 novembre 1944, un arrêté réquisitionne tous les postes privés et le 23 mars 1945 une ordonnance révoque toutes leurs autorisations d'émettre. L'Etat établit pour un tiers de siècle sur les ondes son monopole absolu, seulement tempéré par l'existence des postes périphériques. De Gaulle et le GPRF qui avaient construit leur légitimité grâce à la radio, pouvaient-ils la concevoir autrement que comme l'instrument du gouvernement de la République, alors que la guerre continuait ? [...]*

La guerre, d'abord, l'a fait apparaître comme une arme redoutable? Comment l'opinion qui s'est pendue à l'écoute de Radio-Londres depuis 1940, pourrait-elle accepter pareille restriction ? De plus, complémentaire de l'instauration du monopole, l'organisation donnée à la "Radiodiffusion française" va faire triompher la centralisation des programmes, amorcée avant-guerre et confirmée sous Vichy [...] Les journaux parlés, s'adressant à toute la France, sont cantonnés à l'information nationale et internationale. [...]

La presse quotidienne parisienne est la plus mal lotie, se trouvant dépossédée de son rôle privilégié dans la transmission de l'information nationale et internationale au profit d'un media plus rapide. Mais en 1944, personne, y compris dans ses rangs, ne s'inquiète de cette concurrence qui porte pourtant en germe l'accélération de son déclin futur. Si la presse parisienne se rallie au consensus là-dessus si large dans l'opinion, c'est aussi que domine toujours, comme avant-guerre, l'idée que la radio est l'instrument rêvé de la manipulation des foules, et que son contrôle total par l'Etat républicain est encore le moindre mal, l'assurance de sa relative innocuité. Il revient à la radio de porter la voix des responsables du pouvoir, tandis que la presse sera rétablie dans ses fonctions d'exprimer la diversité des courants de l'opinion et d'auxiliaire essentielle du débat civique.

* Extrait de « La reconstruction de l'appareil d'information en France à la Libération » par Marc Martin in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, année 1995, vol. 39, N° 39.

En octobre 1947, Jean Calvel, assisté de Pierre Dumayet, crée *Actualités de Paris* qui succède au *Journal parlé de Paris*. Jusqu'en 1958, l'émission diffusée à midi, cinq jours par semaine, sur le Programme parisien depuis le premier étage du 118, Champs Elysées, ne sera pas exactement une émission de débat mais la réunion de chroniqueurs spécialisés sur tous les sujets d'actualité : Jacqueline Baudrier (politique étrangère), Pierre Desgraupes, Pierre Dumayet, Claudine Chonez (littérature), Monique Berger, Simone Dubreuilh (cinéma), Paul-Louis Mignon (théâtre), Francis Cover, chroniqueur du temps passé, nouveau « piéton de Paris »⁽¹¹⁶⁾.

En janvier 1948, Jacques Pauliac rassemble, sur la même chaîne, à 20h00 dans *Tour du monde autour d'une table*, des journalistes étrangers : Sim Copans (La voix de l'Amérique), Cecilia Reeves (BBC, ancienne collaboratrice de *Les Français parlent aux Français*), William Aguet (comédien français d'origine suisse, correspondant de la radio helvétique à la Libération), Hubert Heumann (KRO, Pays-Bas), Morislaw Wierzicki (Radio polonaise)⁽¹¹⁷⁾.

Dans les programmes une place importante est réservée aux reportages. Les journalistes font preuve d'imagination et recherchent l'exploit. Raymond Marcillac sautera, micro en main, de la tour de parachute installée Porte de Choisy ; Pierre Sabbagh qui s'envole de Paris jusqu'aux pins des Landes à bord d'un ballon ; Georges Jouin descendra en scaphandre ; Henri Sadorge plongera à bord d'un sous-marin ... Quant à Robert Beauvais, il profitera d'une intervention chirurgicale sur son nez pour faire pénétrer le micro dans la salle d'opérations et raconter tout ce qui se passait autour de lui !

On a trop peu souligné la stabilité des dirigeants de la Radiodiffusion (et de la télévision naissante) après la Libération. Wladimir Porché a occupé la fonction de directeur général de la RDF puis de la RTF de 1946 à 1957⁽¹¹⁸⁾. Vital Gayman, rédacteur en chef du Journal parlé en 1945, sera nommé l'année suivante directeur de l'Information, un poste qu'il occupera jusqu'en 1958.

En 1955, la création d'Europe N° 1 a bouleversé le conformisme du paysage radiophonique entretenu depuis les origines. L'information est délivrée par de jeunes journalistes, étrangers aux usages traditionnels des radios, dont le ton décontracté semble sortir d'un studio dont les fenêtres seraient ouvertes aux bruits quotidiens de la rue parisienne. Une nouvelle proximité avec l'auditoire s'affirme¹¹⁹.

¹¹⁶ Surnom emprunté au poète Léon-Paul Fargue.

¹¹⁷ Sur la renaissance des émissions d'information après la Libération, voir *Cahiers du CHR* :
• n° 50, septembre-novembre 1996, « L'année radiophonique 1946 », (avec note biographique consacrée à V. Gayman,
• n° 54, septembre-novembre 1997, « L'année radiophonique 1947 ».

¹¹⁸ Précédant W. Porché du 8 décembre 1945 au 7 février 1946, Claude Bourdet a battu un record de brièveté dans la fonction.

¹¹⁹ Un souci de même nature inspirera, vingt-neuf ans plus tard, les « inventeurs » de Canal Plus mais la réserve de dignité due à certaines catégories d'auditeurs y perdra parfois.

L'événement ne bouleverse pas, alors, la routine de la radio nationale dont la tutelle entretient au sommet la continuité d'un noyautage des rédactions au gré des alternances de gouvernement. Chaque nouveau cabinet, de la IV^e à la V^e, aura le souci de placer des hommes sûrs et, à cet exercice, les pouvoirs mis en place par la Constitution de 1958 sauront assurer, sous la V^e, sinon la pérennisation des fonctions, la continuité d'une volonté politique et la permanence d'une autorité sur les contenus et sur l'information, en particulier. On a souvent cité l'anecdote d'un nouveau ministre de l'Information découvrant, dans le bureau qui lui était affecté, avenue de Friedland, dans l'immeuble qui abritait aussi la direction de la RTF, une ligne téléphonique directe avec l'hôtel de Matignon.

Avant l'adoption d'une nouvelle constitution (adoptée par référendum le 28 septembre 1958), la réorganisation de la radio-télévision est l'une des premières tâches que la gouvernance de la nouvelle République va traiter au cours de l'été. L'information de masse que doit dispenser l'organisme public constitue l'une des urgences. Les grands noms du gaullisme en occupent les postes d'où s'exercera la tutelle. A André Malraux (1901-1976), titulaire du ministère de l'Information de juin à juillet, succède Jacques Soustelle (1912-1990), ancien commissaire de l'Information au Comité national de la France libre à Londres. Un nouvel organigramme apparaît comme un grand nettoyage. Le 9 juin, Christian Chavanon a été nommé secrétaire général à l'Information. Il deviendra directeur général de la RTF le mois suivant. Le fidèle Louis Terrenoire (1908-1992) prend la direction des informations¹²⁰.

A défaut de promulguer un statut de l'institution publique – serpent de mer dans le domaine de la radio depuis les années 30 -, une Ordonnance du 4 février 1959 l'érige en Etablissement public à caractère industriel et commercial placé « *sous l'autorité du ministre chargé de l'information* »¹²¹. Cette « autorité » s'exerce dans le cadre d'un monopole affirmé pour la première fois dans un texte gouvernemental.

Si le très professionnel Pierre Sabbagh accepte, un temps, des responsabilités, des noms moins glorieux se succéderont aux postes-clés de l'information que les Français cherchent désormais, de plus en plus à la télévision dont l'audience atteint 1 million de foyers à la fin de 1959, 10 millions, dix ans plus tard mais l'usage du transistor portable renouvelle l'écoute immédiate des événements telle que la délivre la radio.

La création du SLII – Service de liaison interministérielle pour l'information, en 1963, a stigmatisé la dépendance des médias de service public à l'égard du pouvoir¹²².

Au prétexte de « libéraliser » l'institution, une nouvelle réforme est engagée. Elle conduit à l'adoption d'un statut – le premier – qui crée l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française

¹²⁰ On désigne comme « fidèles » les anciens de la France libre qui se sont retrouvés dans la RPF – Rassemblement du peuple français – créé en avril 1947 pour soutenir la doctrine gaulliste.

¹²¹ La Radiodiffusion nationale était sous la tutelle de la Présidence du conseil depuis le 4 février 1939.

¹²² Institut Charles de Gaulle : *De Gaulle et les médias*, Fondation Charles de Gaulle-Plon, 1994.

(ORTF) en août 1964. Derrière la parade sémantique, le pouvoir maintiendra le contrôle sur l'information. Ce sera, en mai 1968, après les dénonciations récurrentes de ces pratiques dans la presse d'opposition, l'angle d'attaque des journalistes manifestants, parmi lesquels parmi lesquels le pouvoir gaulliste comptera un certain nombre de ses amis. L'ordre rétabli, le Pouvoir ne l'oubliera pas et sanctionnera sans modération¹²³.

En août 1974, le nouveau gouvernement placé sous l'autorité du Premier ministre, Jacques Chirac, par le président Giscard d'Estaing fait adopter par le Parlement l'éclatement de l'ORTF. La dérégulation néolibérale suivra. En attendant et conformément à une tradition française, l'encadrement est renouvelé. Il en sera de même lors de l'alternance de 1981 mais, au cours des années précédentes, les diffusions illégales par les radios « pirates », en Belgique, en Grande-Bretagne, en France, et en Italie sont apparues comme les prémices d'un changement de pratique avec l'ouverture de la bande III (VHF) à l'initiative privée ou associative¹²⁴.

En France, la loi du 9 novembre 1981 (n° 81-994) accorde l'autorisation d'émettre « par dérogation au monopole » dans certains départements, Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle. La loi du 29 juillet 1982 généralisera le régime d'autorisation « à tout service de communication audiovisuelle avec le public en général...¹²⁵ »

A l'exception de quelques grands groupes, peu de ces nouvelles stations auront les moyens techniques et financiers d'entretenir des équipes de journalistes. Inspirée par la course à l'audience, l'information privilégiera l'événementiel chaud et le fait-divers, à l'exception encore de quelques stations non soumises à la contrainte des performances d'écoute.

Radio France, qui a commencé de développer des stations locales depuis la fin des années 70 anticipe la politique de décentralisation engagée par le nouveau gouvernement. Les stations locales entretiennent dès lors des programmes quotidiens d'informations et des magazines d'intérêt local.

Le projet d'un programme consacré à l'information continue était dans les cartons depuis 1967¹²⁶. Il sera réalisé par Roland Faure, président-directeur général de 1986 à 1989. France Info est lancée à 7h00, le 1^{er} juin 1987, en bout de la bande III (autour de 105 Mhz) à Clermont-Ferrand, à Paris, à Lyon, à Marseille, à Mulhouse, à Nantes. Elle fonctionne 24 heures sur 24¹²⁷. Le réseau n'a plus cessé de se développer et de s'adapter à l'auditoire régional.

¹²³ Voir dans les *Cahiers du CHR*, « Mai 68 et les radios », n° 21 (octobre-décembre 1988) ; « L'année radiophonique 1968 », n° 59, janvier-mars 1999.

¹²⁴ Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982, publiée le 30 juillet 1982.

Les *Cahiers du CHR* ont évoqué la naissance des radios locales dites « libres » dans les numéros 20, juin-août 1988 ; 41, juin-août 1994 ; 67, janvier-mars 2001 ; 98, octobre-décembre 2008 ; 102, octobre-décembre 2009 ; 105, juillet-septembre 2010, 110, octobre-décembre 2011, n° 121, juillet-septembre 2014.

¹²⁵ Article 77, au titre IV de la loi n° 82-652 sur la communication audiovisuelle.

¹²⁶ On peut voir une anticipation de ce projet dans la diffusion à Paris par les occupants allemands de « L'information permanente », de février 1944 à la Libération, de 7h à 22h, puis jusqu'à 1h du matin, sur la longueur d'onde de 206m. Source : *Les Ondes*, à partir du 6 février 1944.

¹²⁷ Cette nouvelle chaîne remplace un service d'informations téléphonées, INF 1, créé en 1930. Rappelons qu'un tel service existait à Budapest en 1882 sur modèle du « Théâtrophone » créé à Paris en 1881 par Clément

ALLEMAGNE :

DE LA REPUBLIQUE DE WEIMAR AU III^e REICH

Dans la République allemande de Weimar agitée par des courants politiques opposés, les ministères de l'intérieur (national et länder) ont droit de regard sur les programmes de la RRG – Reichs Rundfunk Gesellschaft - qui dispose d'un réseau d'émetteurs en ondes moyennes constitué de 1923 à 1926 sous la direction de Hans Bredow¹²⁸. Une disposition qui tient à l'écart les formations extrémistes comme le parti national-socialiste, dont Hitler est le héraut des manifestations d'opposition organisées à partir de 1920.

L'information est délivrée par des speakers qui lisent des dépêches d'agence à plusieurs heures de la journée, de 10 heures à 23 heures⁽¹²⁹⁾. Le statut de la RRG – Reichs Rundfunk Gesellschaft – soumet « *les programmes en général et l'information en particulier au contrôle renforcé du ministère de l'Intérieur du Reich et des Länder. [...] Des commissions de surveillance composées de représentants du ministère de l'Intérieur du Reich et des Länder situés dans les diverses zones de diffusion furent chargées de vérifier qu'il en était bien ainsi. [...] Les personnels des services d'information pratiquaient par suite une forme d'autocensure, en évitant d'aborder des thèmes directement politiques [...] Le principe de neutralité n'en limita pas moins fortement la marge de manœuvre des personnels. Les questions d'actualité ne pouvaient être traitées que sur la base de manuscrits ayant été préalablement portés à la connaissance des commissions de surveillance.*⁽¹³⁰⁾ »

Toutefois, les antennes étaient ouvertes aux communications officielles du membre du gouvernement.

L'Allemagne nazie

L'Allemagne est alors, en Europe, un des deux pays - l'autre est la Grande-Bretagne - qui disposent d'un équipement radiophonique efficace par leur couverture nationale en émetteurs. Leur coordination a été organisée par la RRG – Reichs Rundfunk Gesellschaft - sous l'autorité technique de Hans Bredow au cours de la décennie précédente⁽¹³¹⁾.

Ader pour permettre aux abonnés au téléphone de recevoir le son des spectacles de l'Opéra et l'Opéra comique.

¹²⁸ Jean-Noël Jeanneney : *Une histoire des médias. Des origines à nos jours*. Seuil, 1996.

¹²⁹ Hansjörg Bessler : *Hörer –und Zuschauerforschung*, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1980.

¹³⁰ Muriel Favre: *La propagande radiophonique nazie*, INA, 2014.

(Muriel Favre est conservateur aux archives fédérales de la radio allemande - Deutsche Rundfunk Archiv – à Francfort-sur-le-Main.)

¹³¹ Hans Bredow (1879-1959), ingénieur à la compagnie Telefunken après la Première Guerre mondiale a été chargé à partir de 1923 par le ministère des postes allemandes (Reichspost) de créer un réseau de radiodiffusion. Ce sera, en 1926, la *Reichs-Rundfunk-Gesellschaft*.

Le 1^{er} janvier 1933, on compte 4 307 722 postes récepteurs dans une population de plus de 65 millions d'habitants¹³². Un mois plus tard, Le maréchal Hindenburg, président du Reich appelle Hitler à la Chancellerie. La communication devient propagande. Elle a le souci de persuader mais l'information est exclusivement transmise en sens unique, de manière répétitive, de l'émetteur du message vers une collectivité dont l'avis n'a pas accès aux mêmes moyens de diffusion pour en discuter les programmes⁽¹³³⁾.

Tenus à l'écart des studios, les nationaux-socialistes allemands ont créé un groupe de pression, Reichsverband Deutscher Rundfunk-teilnehmer (Association des usagers de la radio du Reich allemand). L'un de leurs congrès, en mai 1931, se réunit sur le thème : « *Comment briserons-nous la terreur judéo-marxiste dans la radio allemande ?*⁽¹³⁴⁾ »

Après l'installation de Hitler à la Chancellerie, l'encadrement nazi se soucie de durer. La propagande devient une arme de persuasion incontournable. La radio, moyen d'unification de masse en sera l'instrument essentiel.

La radio est considérée comme le moyen le plus rapide et le plus efficace en terme de pénétration de la communication officielle. « *Je tiens la radio pour le plus moderne et le plus important instrument d'influence sur les masses [...] Mon opinion est que la radio remplacera à terme les journaux...* » déclare Hitler devant un auditoire de professionnels, à la Maison de la radio de Berlin, le 25 mars 1933⁽¹³⁵⁾. En août suivant, Goebbels désigne la radio comme le « huitième pouvoir.⁽¹³⁶⁾ »

C'est l'un des instruments essentiels d'une pratique totalitaire : « *La propagande doit être continue et durable. Continue, c'est-à-dire qu'elle doit s'effectuer sans laisser de failles, de "blanc", elle doit remplir toute la journée et toutes les journées du citoyen. Durable, c'est-à-dire qu'elle doit se produire pendant un laps de temps très long.*⁽¹³⁷⁾ »

Le propos est un écho à *Mein Kampf*: « *Ne voit-on pas la tâche d'un dirigeant moins dans la conception d'un plan que dans l'art de faire comprendre à un troupeau de moutons à têtes vides, pour mendier ensuite leur bienveillante approbation ? [...] La grande masse d'un peuple se soumet toujours à la puissance de la parole. »* (Chap. III) ...« *Toute propagande doit être populaire et placer son niveau spirituel dans la limite des facultés d'assimilation du plus borné parmi ceux auxquels elle doit s'adresser. Dans ces conditions, son niveau spirituel doit être situé d'autant plus bas que la masse des hommes à atteindre est plus nombreuse.* » [La masse] « *a toujours besoin, dans sa lourdeur, d'un certain temps pour se trouver prête à prendre*

¹³² Source : *Mitteilungen der Reichs-Rundfunk-Gesellschaft*, n°342, (11 janvier 1933)

¹³³ Muriel Favre : « Quand le Führer parle : le public des cérémonies radiophoniques du nazisme » in *Le temps des médias*, n° 3, Nouveau Monde Editions, automne 2004.

¹³⁴ *Le Haut-parleur*, 24 mai 1931.

¹³⁵ Richard Taylor : « Goebbels and the function of Propaganda » in *Nazi Propaganda. The Power and the Limitations*, Barnes & Noble, 1983.

¹³⁶ « *Der Rundfunk als achte Großmacht* »

¹³⁷ Jacques Ellul : *Propagandes*, Armand Colin, 1962.

connaissance d'une idée, et n'ouvrira sa mémoire qu'après la répétition mille fois renouvelée des notions les plus simples...» (Chap. V)⁽¹³⁸⁾.

La reproduction fréquente de thèmes identiques dissipe l'esprit critique des lecteurs ou des auditeurs chez lesquels est créée l'habitude (l'hébétude ?) d'une vérité officielle mais virtuelle, ou au moins invérifiable. Le propagandiste - ou le publicitaire, en d'autres situations - cherche à deviner une attente qu'il propose de satisfaire en touchant l'affect c'est-à-dire la crédulité de sa cible plutôt que sa raison⁽¹³⁹⁾.

La propagande, théorisée avec cynisme dans *Mein Kampf*, est mise en œuvre par Josef Gœbbels dès la prise de pouvoir par les nazis⁽¹⁴⁰⁾. Son application à la radio est confiée à Eugen Hadamovski après que Hans Bredow eut été écarté. En 1933, le nouveau media dispose déjà d'une audience de 22 millions (correspondant à 4,3 millions de postes achetés), l'une des plus élevées au monde⁽¹⁴¹⁾.

La mission de la radio comme instrument de propagande « *est la formation d'une volonté nationale...* » Elle doit donner exprimer les idéaux du national-socialisme : entretenir la fidélité au Führer, sauvegarder l'unité, et la force, entretenir la fierté de la race et de la nation. Le 16 août, Hadamovski rend compte des premières actions de réorganisation : « *Le camarade de parti, Dr Gœbbels m'a donné l'ordre de purger la radio de toute influence opposée à votre cause. Je peux, à présent, rendre compte que le travail a été fait complètement*⁽¹⁴²⁾. »

« Gœbbels avait toujours considéré la radio [...] comme le principal instrument de propagande dans la société moderne et, à travers la section de la radio dans son ministère et la Chambre de la radio, il parvint à contrôler toutes les émissions et à les modeler à sa guise. Sa tâche fut facilitée par le fait qu'en Allemagne, comme dans les autres pays européens, la radio était un monopole d'Etat. En 1933, le gouvernement nazi de trouva automatiquement en possession de la radiodiffusion du Reich [...] »

La radio agit immédiatement sans laisser le temps à la réflexion. « *Pour la première fois dans le monde, [Elle] nous donne l'opportunité d'atteindre des millions de gens...* » à des moments où ils sont nombreux à profiter d'un moment de loisir⁽¹⁴³⁾. Hadamovsky précise avec réalisme : « *L'auditeur seul et isolé est impuissant en face de l'information qui vient frapper son oreille*⁽¹⁴⁴⁾. »

¹³⁸ Le chapitre XI est consacré à l'organisation de la propagande.

¹³⁹ Dans *Le viol des foules par la propagande politique*, Gallimard, 1939, Serge Tchakhotine mettait en évidence le souci des propagandistes totalitaires : créer des réflexes « conditionnés » de type pavlovien.

¹⁴⁰ Voir Jean-Jacques Ledos : « La radio des autres. En 1933, avec Hitler, la radio devient l'instrument privilégié des propagandes. » in « L'année radiophonique 1933 », *Cahiers du CHR*, n° 76, avril-juin 2003. Eugen Hadamovsky, *Propaganda und nationale Macht : Die Organisation der öffentlichen Meinung für die nationale Politik*, Oldenburg: Gerhard Stalling, 1933. (Traduction en anglais sur le site canadien « German Propaganda Archive Calvin, www.calvin.edu).

¹⁴² <www.historylearningsite.co.uk/radio_nazi_germany>

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*

Les résultats ne seront pas toujours ceux que les propagandistes espèrent mais la répression sait faire taire les contestataires qui tentent, en prenant des risques, de capter les radios étrangères.

La radio occupe l'une des sept sections - « Funkkammer » - du ministère de l'éducation populaire et de la propagande dont le titulaire sera Joseph Gœbbels, de 1933 à 1945. Des réunions quotidiennes établissent le choix et la hiérarchie des informations livrées par la presse écrite ou les stations de radio. Pour faciliter la pénétration de la radio dans les foyers, l'industrie fabrique des récepteurs peu coûteux, « Volksempfänger », qui ne peuvent s'accorder que sur les ondes moyennes et les ondes longues¹⁴⁵. L'écoute des stations étrangères par d'autres moyens peut conduire le délinquant dans un camp de travail.

CONFEDERATION HELVETIQUE

Après des essais de transmission d'émission phonique sur les émetteurs des aérodromes de Genève, Lausanne et Zurich, en 1923, compte tenu du caractère fédéral de la Suisse et des différences linguistiques, la radiophonie se développe au niveau local. A Lausanne, l'émetteur de l'aérodrome du Champ de l'air diffuse un programme d'information en février. L'année suivante, en août, une initiative privée locale, la Radio Genossenschaft Zurich, inaugure une programmation régulière : Radio Programm. « *Divertissement, enseignement et nouvelles* » en constituent la doctrine¹⁴⁶. Elle diffuse, chaque jour, « *de brèves informations comme les prévisions météorologiques et les bulletins économiques suivis du signal horaire.*¹⁴⁷ » Berne et Bâle se dotent, chacune, d'un émetteur.

Dès les origines, les radiodiffuseurs, qui devinaient l'attente d'informations actualisées dans l'auditoire, se sont heurtés à l'opposition de la presse écrite et du pouvoir fédéral. Un compromis autorisait seulement la lecture, deux fois par jour par un speaker, de dépêches de l'Agence Télégraphique Suisse (ATS), à l'exclusion de tout commentaire politique, économique, religieux ou international.

Une Convention du 23 mars 1926 précise que les informations doivent « *susciter l'intérêt de l'auditeur sans le satisfaire pour l'engager à chercher le complément dans la Presse.* »

La station de Zurich tente d'étendre les créneaux consacrés à l'information avec le soutien de l'ATS, non sans éveiller la méfiance des institutions fédérales et les craintes de la presse écrite. Les mêmes réserves sont exprimées à l'égard de la station de Berne. Cette première période d'exploitation locale conduit à un premier rassemblement dans l'Union radiophonique suisse (URS) bientôt rattrapée par une ambition commerciale qui inquiète l'autorité fédérale. Le débat

¹⁴⁵ Plus habilement, les soviétiques mettront sur le marché des récepteurs calés sur les longueurs d'onde des stations nationales.

¹⁴⁶ La radio et la télévision en Suisse : *Histoire de la Société suisse de radiodiffusion SSR jusqu'en 1958*, p. 19, sous la dir. de Markus T. Drack, 2000, ISBN 3-906419-13-4.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 30.

conduit à la création, en 1931, de la Société suisse de radiodiffusion (SSR). Sept groupes radiophoniques doivent satisfaire la diversité linguistique au sein de la Société Suisse de Radiodiffusion (SSR) créée comme service public le 24 février 1931:

- Société RTSR: Société de radiodiffusion et de télévision de la Suisse romande, de langue française (Lausanne).
- Société des émissions de Radio Genève, de langue française.
- Société de radiodiffusion de Berne, de langue allemande.
- Société de radiodiffusion de Bâle, de langue allemande.
- Société SRG : Schweizerische Rundfunk Gesellschaft, de langue allemande,
- Société de radiodiffusion de la Suisse orientale, plus tard RSR, Radiun Svzira Rumantscha (Saint Gall), langue romanche.
- EARS I : Ente autonomo per le radiodiffusione nella Svizzera italiana, (Lugano).

Les pressions conjuguées de l'autorité fédérale et de la Presse ne se relâcheront pas jusqu'à la suspension, le 2 septembre 1939, de la concession accordée à la SSR. Elle est remplacée par un Service de la Radiodiffusion suisse – SR -. Le Conseil fédéral impose aux quatre programmes correspondant à la diversité linguistique un contrôle sur le contenu des émissions à caractère culturel ou informatif.

La Radio Suisse Romande sera, entre 1941 et 1944, pour la France occupée, une source d'information grâce aux chroniques de René Payot.

Radiostation Zürich
 Wellenlänge: 515 m. Antennenleistung: 0,5 kW
 Musikalischer Berater: Kapellmeister Hermann Holmann
 Sprecher: Red. Paul Althaus
 Buchhalt./Druck: und Farb.-Kopier.-Anstalt: werden
 von der Firma Hug & Co., Zürich, besorgt, bei Verlang geordert

Nachdruck nur mit Genehmigung des Verlages gestattet.
 Samstag, 11. Januar.

12 h 00: Wetterprogramm.
 12 h 15: Zeitsignal von Naam.
 13 h 00: Wetterbericht und Wetterprognose. Winterwetterbulletin der Verkehrsvereine. Winterwetterbericht der Bundesbahnen von 8 Uhr morgens. — Neueste Nachrichten. — Driven- und Börsenkurs der S.B.G.
 16 h 00: Konzert des Orchesters des Hotel Base au Lac.
 18 h 15: Konzert der Bläserharmonika-Jugendliche Zürich (Ad. Sigg): Frisch gewagt, Marsch von A. Konz. — Rosen, ihr kosen, von G. Hebling. — Ludwig und Fidel, von G. Hebling. — Schichtentaler, von G. Hebling. — Ein Ständchen, von A. Birlin. — Glück auf, Marsch von Claude.
 19 h 30: Wetterprogramm. Winterwetterbulletin der Verkehrsvereine. Neueste Nachrichten. Preisbericht des Schweiz. Baserverbandes.
Italienisch-romanischer Abend.
 F. Bonzanigo (Vortrag): Werner Haber (italienische Lieder);
 F. Haender (Vortrag): Dr. Peter Willi (romanische Lieder);
 Max Siegrist (Frügel): Hanskapelle Gilbert.
 20 h 15: F. Bonzanigo: «Una pagina di cultura ticinese», del Dr. Giorgio Casella.
 Haber/Siegrist: Italienische Lieder: Amar di pastorella. — I figli d'era.
 F. Haender: Romanische Ansprache über «La veta a tartig». Haber/Siegrist: Italienische Lieder: Votta sul mare.
 F. Haender: Geschichte der romanischen Sprache.
 Haber/Siegrist: Italienische Lieder: Vieni.
 Dr. Willi Peter: Zwei romanische Volkslieder: Schumann: Ti eis see ins Bura. — Schubert: Raus eis li...
 Hanskapelle.
 22 h 00: Neueste Nachrichten und Nachrichtendienst der «N. Z. Z.»

Radio Programm, 16 Januar 1925



Emetteur d'Unión Radio à Madrid (années 1920)

ESPAGNE, D'UNE DICTATURE A L'AUTRE⁽¹⁴⁸⁾

La radio est reconnue comme un service différent de la télégraphie sans fil (Telegrafia sin hilos, TSH) par un décret royal du 27 février 1923 (Ley de Radio de 1923). Ensuite, sous la pression des industriels américains, le groupe RCA (General Electric, Westinghouse, AT&T), la multinationale ITT, Marconi Wireless Telegraph Company of America, un bloc dans lequel tenteront de s'insérer la CSF française, les allemandes Telefunken et AEG, la suédoise Ericsson, deux groupes radiophoniques sont créés, l'ANR (Asociación Nacional de Radiodifusión) qui obtient en juin 1924 et pour dix ans une licence d'exploitation de Radio Barcelona et Unión Radio, qui inaugure à Madrid en juin 1925, la station EAJ7, comme tête d'un futur réseau¹⁴⁹.

Les investisseurs étrangers recherchent l'audience que doit assurer une radio de divertissement où la musique locale ou importée doit tenir une place prépondérante.

L'information radiophonique apparaît d'autant moins urgente que les journaux proches des investisseurs espagnols ne souhaitent pas affronter un nouveau concurrent¹⁵⁰. : « *un émetteur de*

¹⁴⁸ Le roi Alphonse XIII régnant, Miguel Primo de Rivera a imposé par un coup d'Etat le 13 septembre 1923, une dictature qui se prolongera jusqu'en 1931.

¹⁴⁹ Armand Balsebre : *Historia de la radio en España, volume, I, (1874-1939)*, pp. 35sq et 75sq.. Ediciones Càtedra, Madrid, 2001.

¹⁵⁰ On observe, de nos jours, alors que le presse papier subit la concurrence des supports multimedia, que les journaux nationaux ou locaux restent très présents et abondants dans les kiosques espagnols.

radio n'est pas un journal, l'information n'est pas la marchandise principale de la radio, la rentabilité commerciale, et non l'influence politique, est l'objectif prioritaire...» déclare Ricardo Urgoiti, le directeur d'Unión Radio, qui se résoudra toutefois à ouvrir en 1926 d'étroits créneaux – à 15h, à 19h et à 24h - à l'information parlée dont les éléments sont fournis par l'agence Associated Press. Des chroniques spécialisées enrichiront parfois ces espaces¹⁵¹. L'ANR avait toutefois précédé sa concurrente en concluant, en juillet 1925, un accord de coopération avec le quotidien *El Noticiero Universal* dans un essai de diffusion de bulletins d'information (« boletín de noticias ») qui ne dura qu'une semaine.

C'est le reportage sportif qui va donner une impulsion à l'information en transmettant en direct les événements qu'attendent les « aficionados ». En 1924, Radio Barcelona diffusait déjà des chroniques d'actualité sportives, « Crónica de deportes ».

La retransmission des corridas, dont peut discuter le caractère sportif, est une obligation prioritaire nationale. Unión Radio est présente sur la Plaza de toros de Madrid, le 8 octobre 1925¹⁵².

Le 15 mai 1926, Radio Barcelona, concurrente catalane d'ANR, retransmet une rencontre de boxe. Un accord de retransmission a été conclu avec la station Unión Radio, à Madrid¹⁵³.

Le football (fútbol) sera le deuxième grand capteur durable d'audience à partir de l'année suivante.

Une nouvelle constitution adoptée le 9 décembre 1931 confirme la restauration de la République (proclamée en avril précédent) dont le programme affiche l'attachement à l'éducation et à la liberté d'expression. Le monopole technique du groupe Unión Radio ne s'oppose à la libéralisation politique qui commence avec l'abolition de la censure imposée par le régime dictatorial précédent. Depuis le mois d'avril, le nouveau gouvernement considère que la « *radio est la clef qui doit informer la société espagnole du changement, l'instrument...* » d'une propagande « *orchestrée par le gouvernement [...]* » Un micro est installé dans le bureau du Premier ministre (Ministerio de la Gobernación) relié par téléphone avec Unión Radio Madrid « *pour annoncer à tout moment aux auditeurs espagnols l'approbation d'un Décret ou rassurer face aux rumeurs de soulèvement militaire ou de fuite des capitaux...* »¹⁵⁴

Dès sa création, le gouvernement a créé une Direction générale des télécommunications et prévoit l'institution d'un Service national de radiodiffusion, une nationalisation que n'annulera pas la République et qu'imposera le régime franquiste en créant, en janvier 1937 RNE, Radió Nacional de España.

¹⁵¹ Ar. Balsebre : *op. cit.*, pp. 157-158

¹⁵² <<http://html.rincondelvago.com/radiodifusion.html>>

¹⁵³ A. Balsebre : *op. cit.*, pp. 234sq.

¹⁵⁴ A. Balsebre, *op. cit.*, pp. 258sq. En août 1932, le général Sanjurjo a lancé depuis les ondes de Radio Séville un appel au soulèvement contre la République.

L'ESPAGNE FRANQUISTE

Dès avant la fin de la guerre civile en Espagne, le futur gouvernement du général Franco a pris les dispositions nécessaires à la propagande de sa conquête du Pouvoir et au contrôle de l'information, celles que doivent diffuser les stations des villes déjà conquises. Ainsi, « *Le 11 juillet 1936 un groupe d'hommes armés, membres de la Falange, investit la station Union Radio de Valence et annonce que bientôt doit éclater une révolution nationale syndicaliste.*⁽¹⁵⁵⁾ » Quelques jours plus tard, une station marocaine, à Tetouan, ville sous contrôle espagnol diffuse le manifeste du mouvement franquiste comme prélude à la reconquête du territoire républicain. Le 18 juillet, le général Queipo de Llano transmet par téléphone à la station de Séville un appel au soulèvement. L'investissement des stations régionales se poursuivra au rythme de l'avance des troupes franquistes.

La Radio Nacional de España a été créée à Salamanque, le 19 mars 1937 avec le soutien technique et sur le modèle de l'Allemagne nazie⁽¹⁵⁶⁾.

La RNE doit être l'institution officielle du nouveau régime. Sous le titre « *La radio, revolución política* », on peut lire : « *Depuis quelques lustres, aucune nation ne confie à des mains particulières une arme d'une telle efficacité, et en même temps aussi dangereuse : celle de la transmission de la parole par les ondes.*⁽¹⁵⁷⁾ »

Une délégation à la Presse et à la Propagande, rattachée au Secrétariat général du Chef de l'Etat, le général Franco, a été créée le 14 janvier 1937.

« *La principale caractéristique des programmes de la radio espagnole durant près de quarante ans est sans doute la censure et le monopole de l'information aux mains du ministre de l'Information et du Tourisme...*⁽¹⁵⁸⁾ »

L'ensemble des dispositions réglementaires conduit à un « *contrôle accru des émissions et à l'élaboration d'une doctrine étroite, dite nationale-catholique, de la communication.*⁽¹⁵⁹⁾ »

La radio est présentée comme « *porte parole du gouvernement nationaliste, « journal sans frontières »* (selon le général Franco qui n'hésite pas à emprunter la formule de Lénine), *qui doit défendre aux quatre vents l'information et la pensée de l'Etat nouveau.*⁽¹⁶⁰⁾ » qui contrôle Radio Nacional de España. « *Le contenu de l'information, en plus d'être orienté, est pauvre. "En*

¹⁵⁵ Jean-Jacques Cheval : *La Radio en Espagne. Actualité et mutation*, p. 20. Maison des pays ibériques, Presses universitaires de Bordeaux, 1990.

¹⁵⁶ L'émetteur de 20kW a été fourni par Telefunken.

¹⁵⁷ Francisco Casares in *Radiocinema*, s.d. Cité par Juan Munsó Cabús in *50 Años Radio Nacional de España – Escrito en el aire*. RTVE, 1988.

¹⁵⁸ Jean-Jacques Cheval : *La radio en Espagne. Actualité et mutation*, p. 33, Presses Universitaires de Bordeaux, 1990.

¹⁵⁹ Du même auteur qui renvoie à l'ouvrage de Eduardo Gorostiaga : *La radiotelevisión en España (aspectos jurídicos)*, Unieversidad de Navarra, 1976.

¹⁶⁰ Juan Munsó Cabús, *op. cit.*

Espagne, il ne se passe jamais rien. Jamais de problèmes. Simplement des visites ministérielles, des inaugurations, des lancements de bateaux... »¹⁶¹ »

« Les bulletins d'information [...] fonctionnent selon des paramètres similaires à ceux des journaux radiophoniques allemands, les fameux "Sonderbericht" et "Sondermeldung" : intonation guindée et chargée de nuances et de silences dramatiques, soulignements prosodiques des expressions sacrées du régime, ritualisation de l'information, d'hymnes et d'exclamations de rigueur à base d'indicatifs furent créés à la ressemblance du modèle fasciste et nazi.¹⁶² »

L'information recadrée selon les objectifs de la propagande sera assurée principalement par les « Diarios hablados » (journaux parlés). Les directeurs des organes de presse, et bien entendu ceux de la radio, sont nommés par le ministère de l'Intérieur. La désobéissance aux normes édictées et même la résistance passive sont sanctionnées.

Le 22 avril 1938 une loi proclame la suppression de tous les organes de presse d'opposition républicaine et impose la Presse comme une institution au service de l'Etat, instrument d'éducation politique chargé de communiquer les valeurs officielles. Son application est déléguée à tous les gouverneurs de province. Le journaliste doit être « *l'apôtre de la pensée et de la foi de la nation retrouvée de son destin, comme digne travailleur au service de l'Espagne, comme c'est le cas dans d'autres pays, fascistes ou communistes.*⁽¹⁶³⁾ »

Au prétexte de libéralisation, une nouvelle loi précisera les limites de la liberté d'expression, en 1966⁽¹⁶⁴⁾. Les grands principes sont rappelés : respect des principes du Mouvement national, des exigences de défense nationale, de sûreté de l'Etat, du maintien de l'ordre public et de la paix avec les pays extérieurs⁽¹⁶⁵⁾.

La censure préalable est levée. Elle ne sera appliquée qu'en cas de conflit. Une ouverture des entreprises de presse est offerte au secteur privé.

L'abondance disponible de l'actualité quotidienne impose une limitation des choix aux rédactions. C'est l'alibi le plus fréquent qu'utilisent les responsables pour justifier l'occultation des événements indésirables.

ITALIE

Au pays de Marconi – il est vrai plus attentif depuis la fin du siècle précédent à ses activités industrielles internationales –, l'équipement radiophonique est en retard au moment où Mussolini

¹⁶¹ J.-J. Cheval, *ibid.* La citation entre guillemets est de Juana G. Cierro dans *Comunicación*, XXI, n° 26,, s. d.

¹⁶² Lluís Bassets : « La cultura de ojos cerrados » (La culture des yeux fermés), *El País*, 7 mars 1982, cité par J.-J. Cheval.

¹⁶³ *Ley de Prensa de 22 avril 1938*, préparée Ramon Serrano Suñer.

¹⁶⁴ *Ley 14/1966 de prensa e imprenta*, de 18 de marzo 1966 sur la presse et l'imprimerie.

¹⁶⁵ Armand Balsebre : *Historia de la Radio en España*, 2 vol. Càtedra, Madrid 2001.

installe, en 1922, un gouvernement dont l'évolution donnera un nom générique à divers régimes autoritaires : le fascisme. Un Service de Presse (*Uffizio Stampa*) est créé la même année.

Une première station fonctionne à Rome en octobre 1924. Elle est exploitée par l'URI – *Unione Radiofonica Italiana* – et placée en monopole sous la tutelle du ministère des communications qui regroupe les administrations des chemins de fer, de la poste, des télégraphes et téléphones et de la marine marchande. L'URI est une société constituée d'industriels (en particulier des représentants des groupes Marconi et Fiat) et de proches du nouveau pouvoir. La lecture de quelques dépêches d'agences autorisées tient lieu d'information. La communication de quelques titres renvoie à l'achat, le lendemain, des quotidiens imprimés.

Bien que l'attention du Duce ait été alertée sur l'intérêt qu'offre la radio pour l'activité industrielle et pour le pouvoir, il ne semble pas, toutefois, que Mussolini en ait perçu immédiatement l'importance comme instrument de diffusion de la vérité officielle. Il s'y exprime, pour la première fois, le 4 novembre 1925¹⁶⁶.

La structuration d'un réseau avec des stations à Milan (1926), Naples (1926), Turin, Bolzano, Gênes et accélère la prise en considération du nouveau média. Elle « *doit "éduquer" les masses en leur présentant une vision idéalisée du régime et en cherchant à développer en elles les vertus positives de "l'homme fasciste", et de les distraire de leur sort quotidien (panem et circenses), afin de les détourner d'une éventuelle action revendicative. [La radio] est à la fois le véhicule d'une sous-culture à vocation essentiellement récréative [...] et celui d'une propagande globale et orchestrée.*¹⁶⁷ »

En 1927, à la suite d'un accord passé entre l'organisme radiophonique et le quotidien du parti fasciste *Il Popolo d'Italia*, la station de Milan est autorisée à diffuser, le soir, sur l'antenne de Milan une synthèse des articles que le journal publiera le lendemain. Les éditoriaux de propagande et les reportages des manifestations trouvent naturellement leur place dans les programmes du « *Giornale parlante* » (journal parlant)¹⁶⁸.

L'URI a été remplacée, le 15 janvier 1928, par l'EIAR - « *Ente Italiano Audiozioni Radiofoniche* ». Le nouvel organisme en situation de monopole, exploité officiellement par une association d'industriels, placé sous le contrôle d'un « *Comité supérieur de surveillance de la radiodiffusion* » est présidé par le ministre des postes, l'amiral Costanzo Ciano, père du ministre des affaires extérieures, Galeazzo Ciano¹⁶⁹. Le comité exerce, en fait, une mission de contrôle des contenus et, principalement, de ceux qui concernent les faits politiques rapportés et les opinions exprimées. L'audience reste toutefois limitée. En 1928, on ne compte qu'un peu plus de 60 000 postes en service, dont on évalue l'écoute familiale à une dizaine de personnes, avec une forte concentration dans les zones d'activité comme Rome, la Lombardie, le Piémont ou

¹⁶⁶ Par la suite, les discours officiels prononcés au balcon du palais Venezia, sur la place romaine du même nom, seront diffusés en direct.

¹⁶⁷ Pierre Milza et Serge Berstein : *Le fascisme italien, 1919-1945*, p. 297, Seuil Points Histoire, 1980.

¹⁶⁸ Franco Monteleone : *Storia della radio e della televisione in Italia. Società, politica, strategie, programmi, 1922-1992*, p. 35, Saggi Marsilio, 1992.

¹⁶⁹ Franco Monteleone : *op. cit.*

Naples¹⁷⁰. L'équipement pour écoutes collectives (écoles rurales, en particulier) est encouragé. L'EIAR compte 800 000 abonnés en 1938⁽¹⁷¹⁾.

La passion du football, que le « totocalcio ⁽¹⁷²⁾ » n'encourage pas encore, impose sa place dans les programmes radio. Il trouvera son héraut en 1929 : Nicolò Carosio avec effet d'audience garanti.

Un programme quotidien d'information – *Giornale radio* - est créé en 1929. Jusqu'en 1930, la parole politique concerne surtout les commémorations de l'Histoire italienne ou la chronique des actions du gouvernement. La propagande célèbre les valeurs culturelles nationales « dans la ligne » que représentent des auteurs comme Manzoni, D'Annunzio ou Marinetti.

La diffusion régulière quotidienne des informations entre dans les programmes en 1929 comme « *Giornale radio* ». Des programmes dont la mission de propagande est affichée apparaîtront au cours des années trente⁽¹⁷³⁾. L'un des plus célèbres est *Cronache del regime* animé, à partir de 1933, par Roberto Forges Davanzati, en collaboration étroite avec le sous-secrétaire d'Etat à la Presse et à la Propagande, Galeazzo Ciano, qui contrôle la plus grande partie des programmes à partir de 1935. A partir de 1940, la propagande s'alignera sur l'antisémitisme nazi. Entre 1941 et 1943, des programmes inspirés par le *Protocole des Sages de Sion* sont diffusés⁽¹⁷⁴⁾.

Après la Libération, les alliés américains apportent le secours de leur expérience au moyen du Psychological Warfare Branch⁽¹⁷⁵⁾. La radio devenue RAI - Radio Audizione Italiana – remplace l'EIAR. Après les élections de 1948, elle s'installe dans la mouvance majoritaire de la Démocratie chrétienne et de l'Eglise, associées pour le contrôle des contenus et la nomination des responsables. La doctrine impose la lutte contre la menace communiste dont le parti est actif dans la péninsule. Le monde de l'industrie et des affaires favorise l'entretien, par les médias, du modèle des Etats-Unis. Les dirigeants de la RAI résistent parfois. Certains journalistes affirment leur souci d'objectivité dans un domaine où le monopole ne laisse guère de choix à l'auditeur⁽¹⁷⁶⁾.

¹⁷⁰ Ph. Cannistraro : *La fabbrica del consenso. Fascismo e mass media*, Bari, 1975.
Alberto Monticone : *Il fascismo al microfono. Radio e politica in Italia (1924-1945)*, Edizioni Studium-Roma, 1978.
Jean-Jacques Ledos : « La radio des autres en 1934 » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion*" n°80, avril-juin 2004.
Jean-Jacques Ledos : « La radio des autres en 1936 » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion*" n°88, avril-juin 2006.

¹⁷¹ Il sera créé en 1946.

¹⁷² Connu également comme « Calcio », c'est un système de pari sur les résultats des grands matchs de football.

¹⁷³ Un film de Giacomo Gentile a décrit l'EIAR de cette époque : *Ecco la radio !* (1943).

¹⁷⁴ Cannistraro, *op. cit.*, p. 252.

Le *Protocole des Sages de Sion* est un texte antisémite, un faux d'origine russe, attribué à tort, à un prétendu complot juif, publié en 1901.

¹⁷⁵ Enrico Menduni : « Il giornalismo radiofonico » in *Il giornalismo in Italia. Aspetti, processi, produttivi, tendenze*, coll. sous la dir. de Carlo Sorrentino, Carocci, Roma, 2003.

¹⁷⁶ Franco Monteleone : *Storia della radio e della televisione in Italia. Società, politica, strategie, programmi 1922-1992*, Soggi Marsilio, Venezia, 1992.

Le nouveau directeur de l'information radiodiffusée, Antonio Piccone Stella, propose aux professionnels et aux auditeurs un manuel de déontologie qui recommande un équilibre des opinions exprimées⁽¹⁷⁷⁾.

L'arrivée de la télévision, en 1954, qui introduit l'information visuelle, réduit l'écoute de la radio aux bulletins du matin.

La fin du monopole d'Etat sur la RAI consacrée par la Cour constitutionnelle, en 1974, libère les initiatives. La création des radios dites « libres » explose comme un « big bang ». En réduisant la place consacrée à une information incertaine, ces stations qui privilégient l'« entertainment » musical à destination d'un auditoire jeune, revivifieront paradoxalement l'écoute de la radio publique sur les récepteurs portables, avant de subir à nouveau la concurrence de la transmission multimédia par l'Internet.

LE PORTUGAL DU DOCTEUR SALAZAR

Une première station est mise en service au Portugal, à Lisbonne, en 1924 sous l'indicatif P1AA Rádio Lisboa. La seconde, CT1BM, est créée au moment où un coup d'état militaire porte au pouvoir, Oliveira Salazar, fondateur de l'« Estado Novo » qui se prolongera pendant près d'un demi-siècle. Un régime de contrôle de la diffusion de l'information est mis en place.

La création, en 1932, du réseau radiophonique « Emissora Nacional » met en place l'instrument de pouvoir par la propagande dont ne saurait se priver un régime autoritaire. La censure sera institutionnalisée en 1933, par la création d'un « Secrétariat de propagande nationale », rattaché à la présidence du Conseil et qui deviendra, en 1944, Secrétariat national de l'information, de la culture populaire et du tourisme. Quelles que soient la modification des intitulés, deux missions principales sont imposées à ces institutions :

- contrôle de toutes les formes d'expression publique,
- coordination et promotion de la propagande du régime pour diffuser à l'intérieur comme à l'extérieur les valeurs politiques, idéologiques et culturelles de l'Estado Novo¹⁷⁸.

¹⁷⁷ *Il giornale radio. Guida pratica per quelli che parlano alla radio e per quelli che l'ascoltano* (Guide pratique pour ceux qui parlent à la radio et pour ceux qui l'écotent), Set, Torino, 1948.

¹⁷⁸ Azevedo, Candido, *Mutiladas e Proibidas: para a história da censura literária em Portugal nos tempos do Estado Novo*. Editorial Caminho Lisboa, 1997.

Gomes, Joaquim António Cardoso Fialho *A censura na ditadura militar e no Estado Novo (1926-1939): estrutura e pessoal político*. Tese de mestrado em História Social Contemporânea, Lisboa, polycopié. ISCTE, 1997.

Azevedo, Candido: *A censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, cinema, televisão, radiodifusão*, Editorial Caminho, Lisboa, 1999.

En avril 1974, la « Révolution des œillets » bouscule les pratiques autoritaires de la communication avant que la déréglementation n'établisse d'autres objectifs dans de nouveaux espaces de liberté.

BELGIQUE

Huit ans après l'essai réussi d'une première émission de T.S.F. « radiophonique » au château royal de Laeken de Bruxelles en mars 1914⁽¹⁷⁹⁾, c'est l'initiative privée qui relance la radiodiffusion en 1922.

La société Belge Radio-Électrique exploite une première station, Radio Bruxelles, en novembre 1923. Le Français Raymond Braillard est engagé comme ingénieur en chef. Théo Fleischman présente à l'antenne une revue des titres de la presse écrite ou une sélection de dépêches d'agences.

En 1926, devenue Radio Belgique S. A., elle accueille qui présente un premier journal parlé : « 30 minutes », le 1^{er} novembre. L'événement du jour est le voyage de la famille royale en Suède mais ce n'est pas encore un reportage en direct.

L'INR – Institut national de radiodiffusion – est créé comme service public par une loi du 18 juin 1930.

La prudence des pouvoirs, pas seulement belge a été rappelée, par un ancien directeur de la radio belge, Maurice Hanckard citant un administrateur de cette même radio : « *Ce journal parlé doit avoir et aura une attitude toute spéciale. Il s'adresse à tous. Il gardera toujours un caractère d'absolue neutralité...*¹⁸⁰ » Un arrêté royal précisera en 1930 : « *Le journal parlé [...] donnera des nouvelles laconiquement en observant, à tous points de vue, une stricte impartialité ; l'émission comporter uniquement un texte rédigé spécialement à cette fin et écrit [...] Les textes de toutes les publications seront conservés.*¹⁸¹ »

Les informations sont puisées dans les dépêches de l'Agence Belga, portées à la station par cycliste.

La journal est alors décrit comme « *monotone... officiel... compassé... funèbre...* »

RADIO LUXEMBOURG

¹⁷⁹ Voir *Cahiers du CHR*, n° 118, « Anniversaires », janvier-mars 2014.

¹⁸⁰ « Evolution du traitement de l'information à la radio belge à travers de 50 ans de journal parlé » in *Etudes de radio-télévision*, n° 24, « L'information », RTBF, 1977.

¹⁸¹ *Ibid.* Souligné dans le texte.

Dès sa création, en 1933, la station du Grand-duché, qui se voulait européenne, a diffusé des informations d'abord en français et en allemand. Les différents bulletins d'une durée de dix minutes étaient fournis par l'agence Havas à Paris, transmis par téléphone, puis par télécopieur. Quatre mille mots quotidiens. A Luxembourg, un journaliste était responsable de chaque bulletin, matin, midi, après-midi et soir, lu par un speaker, en particulier Paul-Pierre Le Clercq. Instruction avait été donnée à Havas de veiller à une rédaction très concise évitant toute longueur excessive. Cette information avait un caractère international et comportait trois catégories : nouvelles politiques, économiques et événements divers. En complément, une revue de presse internationale trois fois par jour, les résultats des courses hippiques françaises et belges et des informations sur les bourses mondiales.

En complément, quelques grands noms de l'époque assuraient des chroniques régulières enregistrées à Paris : le journaliste Géo London (1885-1951), les affaires judiciaires ; l'homme de théâtre, acteur et fondateur du théâtre de l'Œuvre, Lugné-Poe (1869-1940) ; le théâtre et le cinéma, Henri Bidou, critique littéraire ; la littérature contemporaine, René Sudre (1880-1968) journaliste spécialiste de la vulgarisation, les sciences ; la chronique économique de Paul Naudin et Max Buteau était signée Civis. On trouvait aussi les signatures de Blaise Cendrars (1887-1961) et Georges Charensol (1889-1995).

Le 22 mai 1934, une grande première : la retransmission en direct de la célèbre procession dansante d'Echternach.

Un service de reportages est créé à Paris rue Bayard, dès 1936. Il est dirigé par Jean Masson et avec, parmi les reporters, Paul Gilson (1904-1963), Samy Simon (1905-1988), fournissait des émissions qui suivaient au plus près l'actualité. Deux voitures d'enregistrement de couleur orange procédaient aux enregistrements. Les finitions étaient effectuées en fin d'après-midi et les disques souples enregistrés étaient envoyés par chemin de fer à Luxembourg le soir même pour diffusion le lendemain matin. A l'époque, il n'avait pas été possible de louer des circuits téléphoniques sauf pour le Tour de France cycliste.

Il faut signaler une initiative de Jean Masson en 1937 « *le reportage à trois faces* » présentant un sujet d'actualité ou un documentaire non seulement à la radio, mais aussi au cinéma (Gaumont-Actualités) et dans la presse écrite.

Conscient de son devoir au milieu du désarroi européen, Radio-Luxembourg propose à son auditoire international des émissions qui prêchent la compréhension entre les peuples, telles « Jeunesses du monde », *Loisirs du monde* et *Amitiés internationales*.

Au fur et à mesure que se noue une crise internationale qui mène inéluctablement à la guerre, la station offre des bulletins d'information de plus en plus soignés et documentés, complétés par des rubriques nouvelles comme *La voix du Monde*, composée d'éléments d'actualité enregistrés sur les cinq continents. Il en fut ainsi jusqu'au 1^{er} septembre 1939. Jusqu'au 21, seuls seront

diffusés des communiqués. Ensuite silence, pendant la période de guerre. Radio-Luxembourg retrouve sa voix le 12 novembre 1945 à 8h du matin.

Jusqu'en 1948 l'information était traitée à Luxembourg par une équipe de journalistes (rédacteur en chef : Jean Sorel) et leurs bulletins lus par les speakers et speakerines de la station à 6h45, 7h45, 12h15, 13h15, 19h15 et 21h. Cette année-là débute sur l'antenne un journaliste arrivant de l'AFP (l'Agence France-Presse). Il est responsable du service « Informations » à Paris, chargé des bulletins de 13h et de 19h15. Les informations de 6h40 (avec les informations agricoles), 7h40 et les « Coup d'œil sur le monde », à 9h, 10h, 11h, 12h 14h, 15h, 18h, 20h, 21h, 22h, 23h restaient du ressort de Luxembourg, ainsi que la chronique agricole quotidienne du midi et « Le Luxembourg parle à ses amis de l'étranger ». Luxembourg suivait de près l'information internationale et était précurseur avec ces flashes chaque heure.

Le Coin des Informations



Les « bulletins d'informations » que vous pouvez écouter chaque jour ne sont pas, dans notre esprit, une besogne morte et sans âme, un rapetassage mécanique impersonnel des nouvelles. C'est à vous que nous pensons en les rédigeant. Non pas à vous d'une manière collective : nous parlons au mineur qui vient de rentrer du car-

reau, à la fermière de la Woëvre, au maître d'école, au notaire, au garagiste, à chacun d'entre vous. Pour nous, vous avez un visage. Sans quoi, cela ne nous passionnerait pas de vous parler. Notre désir est de vous toucher tous individuellement. Ce n'est pas toujours chose facile. Les événements sont souvent retors, obscurs, compliqués. Nous cherchons à vous les présenter au plus clair et toujours en toute honnêteté. Mais cependant, en nous adressant à vous, jamais nous ne nous cachons la tête comme les autruches dans le sable. Et si nous souhaitons tenir un langage assez clair, assez amical pour qu'un enfant l'entende, à Radio-Luxembourg, nous ne parlons jamais qu'à des auditeurs « majeurs ». C'est là notre première fierté.

Robert GRANDMOUGIN

Radio Magazine n° 1 des Amis de Radio Luxembourg

Ce journaliste, c'est Robert Grandmougin. Son nom d'état civil, mais il prendra bientôt son prénom de baptême (né protestant, il s'est converti au catholicisme) et sera Jean Grandmougin (1913-1999)¹⁸².

¹⁸² Voir *Cahiers du CHR*, n°85 : « Les carnets de Jean Grandmougin ».

Quelques minutes seulement avant de passer devant le micro, pour la première fois, discussion sur les marches de l'escalier avec Jacques du Closel (directeur-général adjoint de Radio-Luxembourg) pour savoir comment annoncer l'émission. Faute de mieux, c'est le terme d'éditorial qui est retenu. L'intéressé s'est souvent posé la question. « *Editorial ? Est-ce que vraiment j'en faisais un ? Par définition, un éditorial doit guider (...). Le devoir d'un éditorialiste est de prendre un parti.(...). Ce que je fais ne se situe ni à droite, ni à gauche. Je n'ai aucune coloration politique. Je serais bien embarrassé pour m'en donner une ; car, à force de les voir à l'œuvre, m'est avis, dans les deux camps qu'il y a à prendre et à laisser* »¹⁸³. On reconnaît sur la photo Jean Grandmougin et Pierre Aymard, le speaker officiel de la station à Paris. Il faisait les annonces, lisait les nouvelles brèves... donnait « l'heure exacte » et assurait le coup de gong, signal de début et de fin du bulletin.

Un grand bureau assez sombre partagé avec une secrétaire et, à proximité dans un couloir les téléscripateurs de l'AFP (France et étranger) – pendant quelques mois, c'est un cycliste qui allait chercher les dépêches place de la Bourse - et d'AP (Associated Press). Voilà tous les locaux du service d'information à Paris, rue Bayard, jusqu'au milieu des années 50.

Un break Ford a été transféré du Grand-duché à Paris, en importation temporaire. Un magnétophone Tolana 76 cm y est installé à la demande pour enregistrer les reportages. A partir du 4 février 1951, ils sont diffusés le dimanche à 19h dans un magazine confié à Alex Virot (responsable également des sports)¹⁸⁴ et Pierre-Jean Laspeyres. Celui-ci avait débuté à la radio avant-guerre et s'était retrouvé à la Radiodiffusion nationale pendant les années noires. Il ne restera que quelques mois rue Bayard. On le retrouvera plus tard dans les années 60 à la télévision à Toulouse. Il a collaboré à de nombreux journaux, écrit des pièces de théâtre.

1952 verra la création du « Service des actualités de Radio-Luxembourg » sous la direction de Jean Grandmougin, dont le succès des éditoriaux de 13h et de 19h15 a fait « *L'homme le plus écouté de France* ». Chaque soir après l'éditorial et les nouvelles brèves dictées aussi par lui et tapées sur des feuilles de petit format, afin de permettre jusqu'à la dernière seconde la modification de l'ordre ou la suppression (plus tard, elles seront rédigées par Gisèle Level et Bruno Lavergne), une tranche de 7 mn est prévue permettant parfois de présenter trois reportages. La concision était le maître-mot, mais n'empêchait pas les illustrations sonores.

Une équipe de jeunes reporters est constituée en 1952 :

- Pierre Aymard (1920 - †), speaker, responsable du magazine agricole diffusé le midi. Engagé dans la 1^{ère} armée française il a fait ses débuts à Radio Vorarlberg en Autriche en 1945. Il entre à

¹⁸³ Jean Grandmougin dans *Les Cahiers luxembourgeois* 1961.

¹⁸⁴ Pour Alex Virot et tous les journalistes sportifs se reporter aux *Cahiers du CHR*, numéro spécial n° 79 : « Sport et radio ».

Radio-Luxembourg en 1947. Dans les années 60, il sera conseiller du président de la Mauritanie, puis auprès de la radiodiffusion de Côte d'Ivoire. De retour en France, il sera conseiller auprès de Roland Dhordain, directeur de la Radiodiffusion.

- Jacques Hébrard (1924 - ...) d'abord avocat, il a fait ses débuts à la radio à Nîmes et Montpellier. Il sera ensuite en 1954 directeur de Radio-Tanger International, puis chef du service de presse de la Chambre de Commerce Internationale de Paris et fera après carrière dans les ambassades de France comme conseiller à Londres, La Haye, Pékin et Tokyo.

- Pierre Molténi (1923-2003), speaker, reporter, metteur en ondes, chef du service des reportages de Radio Genève, il entre à Radio-Luxembourg en 1952. Il est en particulier responsable du montage final des sujets, afin de respecter les minutages. Il sera de la création d'Europe n°1, mais reviendra rue Bayard fin 1959 pour participer aux émissions « Les beaux jeudis », « Dix millions d'auditeurs », « Le passe-temps des dames et des demoiselles ». Il entrera alors dans la presse magazine.

- Et le signataire de ces lignes, le plus jeune⁽¹⁸⁵⁾.

Parfois, Roger Kreicher (1925 - ...) ingénieur du son aux Programmes de France, venait en renfort et effectuait quelques reportages. Lui seul fera une longue carrière rue Bayard, devenant directeur des programmes de RTL.

La technique était assurée par la petite équipe d'Ediradio. On se disputait la cabine de montage installée dans des anciennes toilettes, très exigües et baptisée le « water-son » ! Deux voitures de reportages : une voiture légère Ford Abeille, avec seulement un magnétophone fixe et une fourgonnette bleue avec inscription « *Adhères aux Amis de Radio-Luxembourg* » qui ne nous plaisait guère. De plus, à l'époque, ce genre de véhicules était interdit de circulation sur les Champs-Élysées, ce qui obligeait souvent à des détours pour regagner la rue Bayard et faisait perdre des minutes précieuses.

Un magnétophone portable Sgubbi était aussi à la disposition des reporters. Peu utilisé.

Dès la fin de 1953 Ediradio acheta son premier Nagra, le modèle avec le mécanisme de phono qu'il fallait remonter souvent. Il permettait une plus grande autonomie, évitant au reporter d'être relié par des câbles à la voiture, mais un inconvénient, le remontage du moteur quand on doit tenir aussi un micro dans une main. Si bien que pour les interviews d'officiels, la présence d'un technicien était quand même prévue.

¹⁸⁵ D'abord assistant-réalisateur de cinéma et de radio, producteur-animateur d'une série d'émissions de variétés à la RDF en 1951, responsable des émissions sportives de Radio-Luxembourg de 1952 à 1962. Dernier reporter de l'équipe de Jean Grandmougin. Ensuite, carrière à la télévision, adjoint du directeur de l'Agence Télévision de l'O.CO.RA, responsable des créations des TV d'Afrique noire francophone, puis à l'ORTF (ensuite FR3 et RFO) rédacteur en chef des services d'information à destination de l'étranger et directeur de la rédaction de l'Agence Internationale d'Images de Télévision (AITV).

D'autre part, deux difficultés pour obtenir les Nagras : Kudelski les fabriquait à la commande à Lausanne. D'où des délais importants. D'autre part, à l'époque, il fallait passer par l'Office des changes pour obtenir les devises.

Les bureaux étaient peu nombreux rue Bayard. Les reporters avaient droit à une grande table dans le couloir devant la porte du bureau de Grandmougin. Mais avec un téléphone à ligne directe !

Il est vrai que la place des reporters est d'être sur le terrain. C'était le cas.

Les reportages étaient très variés. La politique (avec les crises ministérielles), les cérémonies, commémorations et visites officielles, des expositions, les arts, le théâtre, le cinéma et parfois des événements permettant de faire un peu d'humour (malgré la diffusion après le très sérieux éditorial !).

Bien entendu, l'information n'était pas patronnée. C'est la station qui supportait tous les frais. Le budget était serré. Aussi pendant les premiers mois, il était rare de se déplacer au-delà du Bourget et d'Orly. Il y eut un déclic avec, le même mois, le pèlerinage des Saintes-Maries-de-la-Mer et l'inauguration de la route des vins d'Alsace. Il devenait possible de se rendre quand il le fallait en province et à l'étranger et de réaliser des émissions spéciales : voyages du Président Coty (même à l'étranger)...et le premier vol Europe-Japon par le pôle Nord.

Un accord avec un service américain d'information (MSA) permettait d'avoir des correspondants à Londres, La Haye (Jean de Gives), Rome (Jean Neuvécelle) et bien sûr aux Etats-Unis (Jean Sagnier). Leurs reportages étaient remontés par les journalistes parisiens.

Pour les grands événements, un reporter était dépêché de Paris.

Pierre Aymard était très souvent à Alger et à Tunis par exemple. Ensuite, afin de couvrir au plus près les événements d'Algérie, un bureau (avec circuit téléphonique) fut installé à Alger, tenu par Armand-Henri Flasch. Aymard était aussi l'envoyé spécial pour le soulèvement de Budapest et envoyait régulièrement ses reportages depuis la frontière autrichienne, permettant ainsi la concurrence avec Europe n°1.

Le dimanche, à 19h23 (on aimait la précision !) à partir de 1949, Geneviève Tabouis (1892-1985) donnait en cinq minutes « Les dernières nouvelles de demain » avec sa formule inoubliable : « *Attendez-vous à savoir...* ». Nouvel horaire à 13h15, lorsque la tranche du soir fut attribuée en 1951 à Raymond Cartier (1904-1975) pour traiter de la politique internationale, de son bureau de Paris-Match à New-York, via la NBC, ou de l'endroit du monde où il se trouvait en reportage, grâce aux transmissions par ondes courtes, à la qualité inégale et rarement de Paris.

Alors que jusque-là, seuls les bulletins de 13h et de 19h15 et « Le dimanche des auditeurs » (et l'émission « Arrêtez la musique ») étaient diffusés en direct par circuits entre la rue Bayard et Luxembourg, il est décidé de transmettre à partir du 3 octobre 1955 toutes les émissions en direct de Paris et de Bruxelles, afin de donner plus de souplesse et par là d'essayer de contrer le nouveau concurrent Europe n°1. Des circuits permanents sont établis entre Paris, Bruxelles et

Luxembourg. De ce fait, les informations sont dorénavant, sauf en début de matinée, réalisées à Paris.

En 1956, Jean Luc devient directeur des programmes de radio et de télé-Luxembourg. Ancien correspondant de guerre, rédacteur en chef du journal parlé de la RTF, directeur des programmes de la Télévision française, puis de la Télévision marocaine (TELMA¹⁸⁶), il veut apporter sa touche et modifier ce qui existait. A un moment, il a voulu donner priorité aux reportages en direct. Nous pouvions intervenir dans les émissions. Ainsi, je me souviens de la remise de la légion d'honneur à Federico Fellini dans les salons de l'Hôtel de Matignon, commenté avec Giulietta Masina, coincés dans l'embrasement d'une porte-fenêtre, à voix basse pour ne pas déranger l'assistance. Il était difficile à la fois d'être concis et d'obtenir l'antenne au bon moment. Les responsables des émissions interrompues n'étaient pas favorables. On les comprend. L'expérience n'a pas duré.

A la rentrée 1956, une nouvelle émission est programmée après le bulletin de 19h15 et avant la minute sportive : « Dix millions d'auditeurs ». En principe, ce devait être un complément du bulletin d'information et de ses reportages. Son domaine principal : les faits de société, les faits divers, le social, avec appel aux auditeurs.

Emission produite par Air Production (Les programmes de France), elle était préparée dans ses studios du 134 boulevard Haussmann et les éléments arrivaient aux Programmes de France pour la diffusion en direct avec les enchaînements écrits par le rédacteur en chef Armand Jammot et lus par Pierre Bellemare.

Parmi les jeunes reporters de cette équipe : Jean-Pierre Farkas, Yves Courrière (Gérard Bon), Michel Moine (futur directeur de l'information), Pierre Vignal, Dominique Rémy, Michel Lejard, Christiane Givry, André Lampe, Euloge Boissonnade, Christian Brincourt, Jacques Delaye, puis Jacques Danois, Lucien Barnier...et aussi...Guy Lux, Francis Veber, qui se feront un nom dans d'autres domaines que le journalisme.

En octobre 1957 une seconde édition voit le jour à la mi-journée. Michel Ferry, radioreporter apprécié avant-guerre dans les différents postes d'Etat et privés, Radio-Cité, Radio 37...interdit d'antenne à la Libération faisait son retour sur des ondes en France et devenait, pendant trois années seulement, le rédacteur en chef des deux éditions.

Peu à peu c'est l'ensemble des sujets d'actualité qui sera traité par la nouvelle équipe. Seuls, dans un premier temps, les couvertures exceptionnelles (voyages officiels : reine Elizabeth II, président Coty...et les reportages en direct resteront du ressort de l'équipe Grandmougin, très réduite à la suite de départs.

¹⁸⁶ Société de télévision au Maroc créée en 1954 avec un montage capitalistique français dans laquelle la Compagnie des compteurs était majoritaire. La société Images et Son de l'homme d'affaires Charles Michelson y était également présente.

En 1959, une émission spéciale « L'opération Caravelle » réunira Jean Grandmougin et Michel Ferry, pour un vol Paris-Luxembourg pendant lequel, en direct, l'un lira son éditorial et l'autre présentera « Dix millions d'auditeurs ».

Michel Ferry lancera un « Face à la presse » et « Enquêtes à la demande » (des auditeurs).

Une collaboration est ensuite instituée avec France-Soir, dont les journalistes interviendront régulièrement dans l'émission et même Pierre Lazareff, son directeur, assurera l'interview de la semaine dans « Dix millions d'auditeurs- Spéciale » présentée par Pierre Desgraupes, le samedi (novembre 1960).

L'information a été structurée avec un directeur, Pierre Jeancard pendant quelques mois, puis Michel Moine, et des rédacteurs en chef pour les différentes tranches de la journée. Ainsi, Jean Carlier (Bassin dit, 1922-2011) ex-collaborateur du service de presse de la station où il avait remplacé Jean Gorini parti créer Europe n°1, de 20h à 8h30, avec un *Tour d'horizon* à 7h30. Jean Piverd rédigeait et présentait les journaux du soir.

Georges Walter (1921-2014) assure en 1961 pendant quelques mois l'intérim de Jean Grandmougin, tombé malade et finalement le remplacera en 1962, après son départ forcé à la suite de « L'affaire Grandmougin »¹⁸⁷

De nouveaux journalistes arrivent rue Bayard : Alain Dauvergne, Pierre Andro, Claude Bonjean, Jacques Busnel, Roger Montigny...et Philippe Gildas qui fait à Noël 1962 ses débuts d'une longue carrière à la radio et à la télévision.

Radio-Luxembourg change de propriétaire en 1966 et devient RTL, avec des changements dans les équipes de l'information aussi.

Guy Bernède.

¹⁸⁷ Voir *Cahiers du CHR*, n° 35.

RADIO MONTE-CARLO

Première émission le 17 juillet 1943, mais les informations ne démarrent que le 1^{er} mars 1944. Ce qui se passe alors peut paraître impensable : les bulletins se bornent à une stricte neutralité. Les informations seront d'un caractère objectif et ne doivent pas choquer l'auditeur dans ses sympathies, ses opinions et ses croyances. Plutôt surprenant dans un poste germano-italo-français, en pleine occupation ! Les sources d'information sont les télex du ministère des Affaires étrangères à Berlin, des agences de presse de France, d'Italie et d'Allemagne, mais aussi des agences alliées et de toute source fiable. On aimerait bien connaître la teneur de ces bulletins.

Le débarquement de Provence en août 1944 suspend l'exploitation de ce premier Radio Monte-Carlo.

Un nouveau poste est créé. La reprise a lieu le 1^{er} juillet 1945.

Le rédacteur en chef est Marc Mussier, assisté de Philippe Fontana qui, rapidement lui succédera. Les bulletins sont rédigés par des journalistes et lus par des speakers. Parmi les reporters qui se succéderont : Pierre Argod, Fernand Soboul, André Marin, Mario Beunat, Jacques Médecin (qui fera ensuite une carrière politique) qui assuraient surtout des reportages sportifs ainsi que André Asséo, Henry Meyer de Stadelhoffen et Sylvaine Pécheral qui rejoindront Europe n°1. Jean Gauthier était basé à Paris au studio Technisonor.

La Sofirad représentait l'Etat français au conseil d'administration et veillait attentivement aux informations diffusées. Tous les jours les textes devaient lui être envoyés. Ainsi en janvier 1955 le document-cadre stipule : « *Les consignes générales d'orientation politique émanant [...] du ministère français de l'Information devront être communiquées directement au rédacteur en chef [...] M. Fontana devrait être officiellement autorisé à se rendre une fois par mois à Paris pour un contact suivi [...] avec le ministère de l'Information* »¹⁸⁸.

Guy Bernède.

¹⁸⁸ Renseignements puisés dans l'ouvrage de Jacques Loudot : *L'aventure Radio Monte Carlo, ou un demi-siècle d'affaires d'État(s)*, Dreamland éditeur, 2002.



1^{er} JANVIER 1955 :

NAISSANCE D'EUROPE N° 1

Le 1^{er} janvier 1955, à 7h00, une partie de la France entend sur son poste radio – sans doute, par hasard, comme le fut le 18 juin 1940, l'appel du général de Gaulle - un carillon inconnu transmis depuis un émetteur situé en Sarre, à proximité de la frontière avec la France⁽¹⁸⁹⁾. C'est l'indicatif musical d'une nouvelle station à capitaux privés, constituée de la société Images et sons de Charles Michelson associée, à l'époque, à Henri de France, directeur de la société RBV-RI dont l'activité principale était alors la télévision naissante.

Europe N° 1 vient de naître avant de disparaître une demi-heure plus tard : le positionnement de l'émetteur sur les grandes ondes perturbe les communications de plusieurs services publics. Le rétablissement de la diffusion n'interviendra qu'en mars. Le retard a soulevé des difficultés d'ordre juridique et financier qui ont bien failli mettre fin à l'entreprise. Elle en connaîtra d'autres. Elle sera sauvée par l'arrivée au capital d'un habile homme d'affaires, Sylvain Floirat et plus tard par l'entrée au capital de la SOFIRAD⁽¹⁹⁰⁾.

¹⁸⁹ Cette exterritorialité est à l'origine de l'expression « radios périphériques » appliquée à Radio Luxembourg, à Radio Monte-Carlo et à Europe N° 1.

Voir « L'année radiophonique 1955 » in *Cahiers du CHR*, n° 85, 1-novembre 2005.

¹⁹⁰ Charles Michelson a réussi à transformer diverses concessions d'exploitation de stations de radio qui lui avaient été accordées et à obtenir dans le territoire de la Sarre, encore sous protectorat français, un emplacement (plateau du Felsberg) et emprunté fréquence accordée à l'Allemagne fédérale (RFA). Maurice Siegel : *Vingt ans, ça suffit. Dans les coulisses d'Europe N° 1*, Plon, 1975. Frank Ténot : *Radios privées, Radio pirates*, pp. 178sq., Editions Denoël, 1977.

Le projet initial était fondé sur un renouvellement des programmes d'information dont la responsabilité avait été confiée par Louis Merlin, choisi par Charles Michelson, à deux corédacteurs en chef. Le premier, Pierre Sabbagh, dont le succès de la création du journal télévisé, en 1949, avait établi la notoriété, formait les journalistes au montage radio pour que leurs reportages soient pertinents et vivants.

Le deuxième, Maurice Siégel (1919-1985), venu de la presse écrite, ancien secrétaire du quotidien socialiste *Le Populaire*, ancien directeur de l'information de *Paris-Presse* puis de *France-Soir*, forme une équipe à la compétence connue et reconnue, à laquelle il impose de toujours diffuser les points de vue opposés pour laisser l'auditeur se faire sa propre opinion et tendre ainsi vers l'impartialité.

De 1955 à 1974, il sera assisté de Jean Gorini (1924-1980), ancien journaliste de *L'Intransigeant*, d'André Arnaud (1910-1988) et de Jacques Paoli (1924-1990).

Au service politique on trouve Georges Altschuler (1906-1983), ancien de *Paris-Soir* et de *Combat*, Maurice Ciantar, René Duval, Georges Fillioud, François Gerbaud, Marcel Haedrich, Gilbert Laugier, Georges Leroy, Yvan Levaï, Jean Pichon, Claude Terrien, Henri de Stadelhofen. Aux sports : Fernand Choisel, Jacques Forestier et Robert Bré, aux courses hippiques, Ben et Jean Mora, aux informations scientifiques, Albert Ducrocq, aux informations boursières, Pierre Meuthey et à la météo, Albert Simon.

Le ton veut se démarquer de celui de ses concurrents, la RTF et Radio Luxembourg, par un langage familier, concis et direct. « *Maurice Siegel a écarté les speakers et exige que les journalistes disent eux-mêmes leurs textes au micro. La voix devient une signature.*⁽¹⁹¹⁾ » L'information livrée se veut « *vivante, car elle supprime tout intermédiaire entre rédacteurs et auditeurs ; immédiate, puisque les reporters et journalistes se précipitent dans l'instant sur les lieux où se déroule l'événement, et en rendent compte en direct. Le journal est conçu comme une conférence de rédaction, où chacun apporte ses informations, son appréciation des faits ; c'est un journal à plusieurs voix d'un style particulier, tenant le milieu entre le relâchement naturel d'une conversation et la rigueur d'une information contrôlée. Le but est de raconter aux gens ce que l'on sait, simplement, mais en captant leur attention.*⁽¹⁹²⁾ »

Les auditeurs sont invités à participer, parfois, en direct. Les reporters doivent au plus près de l'événement, prêts à intervenir en direct par des moyens parfois peu compatibles avec la qualité technique comme le téléphone ou le radiotéléphone. Les journalistes s'aventurent aux limites de la liberté d'expression tolérée au risque de voir la transmission de la station menacée d'interruption, comme ce fut le cas pendant les manifestations de mai 1968 et plus tard. lorsque les commentaires jugés trop contestataires par le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing et le

¹⁹¹ Luc Bernard : *Europe 1, la grande histoire dans une grande radio, op. cit.*

¹⁹² Christian Brochand : *Histoire générale de la radio et de la télévision en France, tome II, 1944-1974*, p. 361, La Documentation française, 1994.

Premier ministre Jacques Chirac, poussèrent à la démission, en 1974, Maurice Siegel(193). Il sera remplacé par Etienne Mougeotte (1974-1981). C'est une inflexion de nature politique. La rédaction accueille Gérard Carreyrou et Jean-Claude Dassier qu'on retrouvera quelques années plus tard à TF1 privatisée. D'autres noms assureront le succès de l'information : André Arnaud, Julien Besançon, Michèle Cotta, Alain Duhamel, Jean-Claude Dejeu, André Dumas, Guillaume Durand, Michel Saccomano (aux sports), Olivier de Rincquesin, Gilles Schneider, René Tendron (Bourse) et beaucoup d'autres.

Le choc provoqué par l'arrivée de cette nouvelle station est plus que concurrentiel. Il a introduit, comme l'avait fait avant la guerre Radio Cité, un bouleversement irréversible. Dès lors, et si l'on ajoute la proximité des animateurs avec une nouvelle génération d'auditeurs – que des programmes comme *Salut les Copains*, en particulier, fidéliseront - il ne sera plus possible de faire de la radio comme avant.

« L'expression “ chers auditeurs ” est prohibée. [...] On informe et on distrait en toute simplicité, en toute amitié. » [...]

Prenez les bulletins d'information par exemple, et vous verrez comment – psychologiquement parlant – ils sont adroitement et habilement conçus.⁽¹⁹⁴⁾ »

Les bulletins d'information commencent à 6h30 et se poursuivent avec des temps forts comme *Europe midi* et *Europe soir*, jusqu'à 22h45 qui dresse un panorama de la journée⁽¹⁹⁵⁾.

JJL & RD.

¹⁹³ Maurice Siegel : *Vingt ans, ça suffit. Dans les coulisses d'Europe n° 1*, op. cit.

L'auteur raconte un dîner au cours duquel, le Premier ministre de l'époque (1974) a rappelé les devoirs de soumission au Pouvoir des journalistes, pages 11 à 33.

Le mécontentement du Pouvoir était soutenu par les liens qui l'unissaient à la société Nationale, la SOFIRAD, d'une part et, d'autre part à l'actionnaire important qu'était la société Matra, dirigée par Jean-Luc Lagardère dont l'industrie militaire dépendait des commandes d'Etat.

¹⁹⁴ Alex Surchamp in *La Semaine radiophonique*, 15 juillet 1955.

¹⁹⁵ *Europe 1* diffuse chaque jour, en 2015, un document d'archives de la station (d'après *Le Monde* 11/12 janvier 2015).

Europe 1

(1.647 m.)

INF. : 6 h. 30 - 7 h. -
7 h. 15 - 7 h. 30 - 8 h. -
8 h. 30 - 12 h. 03 - 12 h. 30
- 13 h. 30 - 16 h. 30 -
18 h. 45 - 19 h. 30 - 22 h. 30
- 0 h. 35 - 0 h. 55. —

EUROPE FLASH : 9 h. 30 -
10 h. 30 - 11 h. 30 - 14 h. 30
- 15 h. 30 - 16 h. 30 -
17 h. 30 - 18 h. 30 - 21 h. 30
- 23 h. 30 - 18 h. 30 -
21 h. 30 - 23 h. 30.

6 h 35 Matin musical.
7 h 18 Aubade. **8 h** Avant
de quitter la maison. **8 h 35**
Haute fidélité. **11 h** Variétés
européennes. **12 h 05** Rythmes
et chansons. **13 h** Musique sur
la nappe. **14 h** Après-midi en
musique. **15 h** La Coupe des
meneurs de jeu. **17 h.** Sa-
lut les copains ! **17 h 30** Juke
box. **18 h 30** Les maris en
pantoufles. **18 h 55** Au Café
de l'Europe. **19 h 20** Signé
Furax. **20 h** Musicorama.
21 h 05 Le Club des rescapés.
21 h 33 Variétés à la carte.
22 h 10 Pour ceux qui aiment
le jazz. **23 h** Service de nuit
de tous ceux qui roulent. **1 h**
Bonsoir l'Europe.



Europe midi, 7 octobre 1968

Au centre : René Duval

Dans *Vingt ans, ça suffit*, Maurice Siegel a livré quelques souvenirs des pressions que les pouvoirs tentaient d'exercer sur la rédaction d'Europe N° 1 :

De Jacques Chirac à l'auteur, au cours d'un dîner : « *Il y a des conventions entre les hommes politiques et la Presse...* » p. 15.

De Denis Baudoin, président de la SOFIRAD : « *Et puis ce persiflage, ça ne pouvait plus durer. Tout le monde proteste. Des ministres. Des parlementaires...* » p. 43.

« *Les rapports avec le pouvoir ne sont jamais faciles. Socialiste sincère, démocrate indiscutable, Albert Gazier prétendait le dicter le contenu du Journal, tout comme le gaulliste Michel Debré. Depuis Théophraste Renaudot, le pouvoir ne s'est jamais vraiment accommodé de la liberté de l'information. Il appartient aux journalistes de lutter contre les pressions de toute sorte qui s'exercent.** » p. 94.

Une exception :

« *Couve de Murville professait qu'une radio indépendante comme Europe N° 1 était indispensable. Son argument était simple : on considérait dans le monde [...] que la radio nationale exprime la pensée officielle de la France...* » p. 108.**

* Albert Gazier a été ministre de l'Information dans le dernier cabinet de la IV^e République (Pierre Pflimlin) en mai 1958. Théophraste Renaudot a créé en mai 1631 le premier périodique imprimé : *La Gazette*.

** Maurice Couve de Murville était alors ministre des Affaires étrangères.